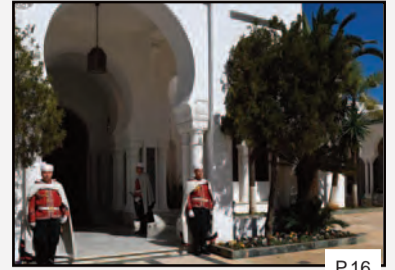


DÉCÈS DE L'ANCIEN DG DE L'EPTV, ZOUBIR ZEMZOU

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, vendredi, ses sincères condoléances suite au décès de l'ancien Directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV), le défunt Zoubir Zemzoum.



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Samedi 22 Chawwal - 11 Avril 2026 - N° 1281 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

50^E ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE LA RASD

PARTICIPATION INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU ET RÉAFFIRMATION DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION



Les festivités officielles marquant le 50^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), organisées dans la wilaya d'Aousserd, au niveau des Camps de réfugiés sahraouis, ont vu une participation internationale de haut niveau et une forte affluence populaire, dans un contexte de réaffirmation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. P.7

LE MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS EN A FAIT L'ANNONCE

L'ALGÉRIE OUVRE OFFICIELLEMENT LE MARCHÉ À LA CONCURRENCE DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SPATIALES

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture du marché à la concurrence dans le domaine des télécommunications spatiales, suite au lancement par l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) d'un appel d'offres pour l'octroi de deux licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications électroniques par satellite. P.16

AUDIENCE PRÉSIDENTIELLE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA FIFA



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, le président de la Fédération internationale de football association (FIFA), Gianni Infantino, et la délégation qui l'accompagne. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre des Sports, M. Walid Sadi, et du Conseiller auprès du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE NATIONALE

SOUTIEN TOTAL AUX CÉRÉALICULTEURS

Le ministère de l'Agriculture renforce son dispositif d'accompagnement pour la saison 2025-2026 en lançant le crédit fournisseur dédié aux produits phytosanitaires. Ce nouveau mécanisme financier permet aux agriculteurs de protéger leurs récoltes contre les maladies sans avance de frais. Objectif : garantir une productivité optimale et une sécurité alimentaire durable pour le pays. P.4

ENERGIE/AGRICULTURE

UNE COORDINATION RENFORCÉE POUR SOUTENIR LES INVESTISSEMENTS DU SUD DU PAYS

Jeudi dernier à Alger, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a tenu une séance de travail avec son homologue de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, consacrée à l'examen du raccordement des grands projets agricoles du Sud aux réseaux énergétiques.

Par Saïd Slimani

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur le déploiement d'un programme visant à connecter plusieurs projets agricoles structurants des wilayas du Sud aux réseaux d'électricité et de gaz, selon un communiqué du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables.

Organisée au siège du ministère en présence du Directeur général par intérim du groupe Sonelgaz ainsi que de responsables des deux secteurs, cette réunion a permis de faire le point sur l'état d'avancement des opérations de raccordement de ces projets jugés stratégiques. Les discussions ont également porté sur les moyens à mettre en œuvre



pour accélérer le rythme de réalisation, afin d'assurer un accompagnement efficace des investissements et de renforcer leur rôle dans la consolidation de la sécurité alimentaire nationale.

curité alimentaire nationale.

Parmi les projets concernés figurent notamment « Baladna », dédié à la production de lait en poudre, « Cevital » pour le développement de la filière de la betterave sucrière, ainsi que celui du groupe italien « BF », orienté vers la production céréalière, précise la même source.

Lors de cette rencontre, des présentations techniques détaillées ont été exposées, en particulier par le groupe Sonelgaz, chargé de la réalisation des infrastructures de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz.

Les deux ministres ont enfin échangé leurs analyses et propositions en vue d'identifier des solutions concrètes permettant de réduire les délais d'exécution et d'assurer la concrétisation rapide de ces projets, conclut le communiqué.

S.S

TOURISME

M^{ME} MEDDAHI INSPECTE LES PROJETS STRUCTURANTS ET SOULIGNE LEUR IMPACT ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Une visite d'inspection des différents projets touristiques réalisés ou en cours de réalisation a été effectuée jeudi dernier par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, dans la wilaya de Tissemsilt.

Par Ikram Haou

Mme Houria Meddahi a salué les efforts déployés dans le cadre du programme complémentaire de développement ayant renforcé la wilaya de Tissemsilt par de nombreux projets touristiques, susceptibles d'améliorer l'attractivité de la région.

Elle a également ajouté que ces projets, qu'ils soient déjà réalisés ou encore en cours d'exécution, permettront d'insuffler une nouvelle dynamique à l'activité touristique, tout en contribuant au développement économique ainsi qu'à la création de richesses et d'emplois, a-t-elle souligné.

De plus, elle a indiqué que la wilaya de Tissemsilt est considérée comme un pôle touristique majeur grâce à la diversité de ses potentialités, notamment forestières, thermales et montagneuses. Elle a précisé que cette visite a suscité un vif intérêt en vue d'encourager l'investissement dans le secteur du tourisme, de renforcer les opportunités dans une perspective de développement durable et respectueuse de l'environnement.

La ministre a poursuivi sa visite en inspectant, dans la commune de Sidi Slimane, les travaux de réhabilitation de la station thermale, ainsi que plusieurs infrastructures, dont un hôtel, des commerces et une piscine.

Elle a rappelé que ce projet de station thermale s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire

de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt pour le secteur du tourisme, avec une enveloppe financière de 523 millions de dinars.

Par ailleurs, elle a inauguré d'autres projets dans la wilaya, notamment un parc de loisirs au niveau du barrage de Kouidiat Rosfa, dans la commune de Beni Chaïb, ainsi que l'inspection d'un projet de réalisation d'un village touristique et d'un projet d'aménagement d'un camp de jeunes dans la forêt d'El Meddad, située dans le parc national de la commune de Theniet El Had.

I.H

FRET AÉRIEN

ACCORD ENTRE AIR ALGÉRIE ET LA SGSIA

Le groupe Air Algérie et la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA) ont signé un mémorandum d'entente pour la réalisation d'un centre de fret moderne, visant à améliorer l'efficacité logistique et à accompagner la dynamique économique du pays.

Le document a été paraphé, jeudi, par le PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, et le PDG de la SGSIA, Mokhtar Saïd Mediouni, en présence du PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, du DG des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouch, du DG de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, et du président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), Ahmed Belayat.

Le projet d'aménagement et de réalisation de la nouvelle zone d'exploitation "Cargo Algérie", supervisé par "Air Algérie Cargo", sera implanté au niveau de la zone sud-est de l'aéroport.

Les travaux portent sur l'aménagement et la réhabilitation de l'aérogare 3, dont le bâtiment actuel, s'étendant sur une superficie de 10.530 m² avec une capacité de stockage de 25.500 m³, sera dédié au traitement du fret. Ce pôle opérationnel abritera également une agence commerciale et des bureaux administratifs.

Ce nouveau centre de fret, dont le délai de réalisation est fixé à 12 mois, comprendra plusieurs espaces opérationnels, notamment des zones dédiées au traitement des marchandises à l'importation et à l'exportation, des entrepôts de stockage modernes, des chambres froides pour les produits sensibles et pharmaceutiques, ainsi que des zones de tri rapide, de contrôle douanier et des quais de chargement et de livraison. Le projet prévoit, en outre, l'affectation d'une surface supplémentaire de 5.000 m² (capacité de stockage de 15.000 m³) pour une extension future prévue en 24 mois, ainsi qu'un bâtiment administratif moderne de trois étages d'une superficie de 625 m², dont les travaux s'étaleront sur 12 mois, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signa-

ture. S'exprimant à cette occasion, M. Benhamouda a affirmé que ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de diversification de l'économie et de promotion des exportations hors hydrocarbures, visant également à activer les mécanismes d'intégration économique, à l'instar de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), favorisant ainsi l'expansion des échanges commerciaux par une approche basée sur l'évaluation rigoureuse des opportunités et des coûts.

Il a souligné, dans ce sens, que le développement de ce centre de fret constitue un saut qualitatif dans la gestion de cette activité, alliant investissement infrastructurel, modernisation des méthodes de gestion et adoption de systèmes numériques intégrés, précisant que le projet repose sur un modèle d'autofinancement étudié garantissant la pérennité de l'investissement, avec un contrat d'exploitation d'une durée de 30 ans offrant une vision stratégique claire.

Renforcement de la flotte cargo pour l'accès aux marchés extérieurs

Ce projet permettra également la mise en place d'un système intégré reposant sur des infrastructures modernes et des systèmes d'exploitation avancés, contribuant ainsi à l'accélération des opérations, à la réduction des délais de traitement et à l'augmentation des capacités, a indiqué M. Benhamouda, faisant état de prévisions tablant sur "une hausse du fret d'environ 19.000 tonnes en 2023 à plus de 65.000 tonnes à l'horizon de 2029".

Le groupe enregistre une croissance forte et soutenue de l'activité du fret aérien, avec un taux de 26,5% en 2023, suivi d'un "bond qualitatif" de 31% en 2024, tout en maintenant la dynamique de croissance supérieure à 25% en 2025. Cette tendance haussière devrait se poursuivre en 2026, des indicateurs qui traduisent clairement l'accélération de la demande et la confiance accrue dans les capacités du fret aérien national, avec des perspectives prometteuses pour la poursuite de cette performance positive dans les années à venir", a-t-il rappelé.

Par ailleurs, le groupe œuvre à renforcer ses capacités, à travers la conversion de cinq avions au profit de l'activité du fret aérien, portant ainsi la flotte totale à six appareils, ce qui permettra d'élargir le réseau et de cibler des marchés prometteurs en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord, a ajouté le PDG. M. Benhamouda a également salué la signature d'accords de coopération avec des partenaires africains visant à soutenir la circulation des marchandises sur le continent africain, et à faciliter l'accès des opérateurs économiques à de nouveaux marchés. Il a annoncé la conclusion prochaine d'un accord de partenariat stratégique dans le domaine du transport de marchandises entre Air Algérie Cargo et Ethiopian Airlines, permettant l'exploitation optimale des réseaux. De son côté, M. Mediouni a souligné l'importance stratégique de ce projet pour le développement du système de transport aérien, notant que la création d'un centre de fret s'inscrit dans le cadre d'une vision globale visant à moderniser les infrastructures de ce secteur, conformément aux normes internationales les plus élevées, garantissant ainsi une meilleure efficacité dans le traitement des opérations et dans l'accélération des services, avec l'intégration de technologies numériques avancées en phase avec les mutations mondiales du secteur aérien.

Pour sa part, le DG d'Air Algérie Cargo, Abdelkader Salmi, a affirmé que ce centre constituera "un espace intégré et multifonctionnel faisant de l'aéroport d'Alger une plateforme logistique régionale capable d'attirer les flux commerciaux".

Il a précisé que la stratégie de la compagnie repose principalement sur les marchés africains, desservis actuellement par des vols vers Nouakchott (Mauritanie), Dakar (Sénégal), et N'Djamena (Tchad), rappelant l'expertise de la compagnie dans le transport de différents types de marchandises, y compris les produits spéciaux et dangereux, notamment les produits de l'industrie pétrolière.

RA

ACTIVITÉS PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OPÈRE UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL TOUCHANT LE SECTEUR DES HYDROCARBURES ET DES MINES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a opéré, jeudi, un remaniement ministériel, en vertu duquel il a nommé M. Mohamed Arkab, ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mourad Hanifi, ministre des Mines et des Industries minières et Mme Karima Tafer, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

APS



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA FIFA

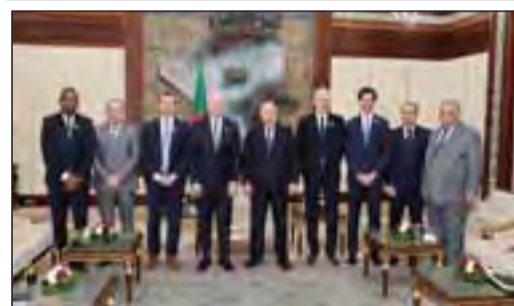
Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, le président de la Fédération internationale de football association (FIFA), Gianni Infantino, et la délégation qui l'accompagne.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre des Sports, M. Walid Sadi, et du Conseiller auprès du président de la République, chargé de la Direction générale de la commu-

nication, M. Kamel Sidi Said. A l'issue de l'audience, le président de la République a pris une photo-souvenir avec les membres de la délégation.

Par la même occasion, la délégation de la FIFA a offert au président de la République une réplique du trophée de la Coupe du monde et un maillot sportif floqué au nom du Président.

RA



LE PRÉSIDENT DE LA FIFA SALUE LE TALENT FOOTBALLISTIQUE ALGÉRIEN ET REND HOMMAGE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le président de la Fédération internationale de football association (FIFA), Gianni Infantino, a salué, jeudi à Alger, le "talent footballistique" de l'Algérie et le rôle éminent du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le développement de cette discipline sportive.

"One, two, three, viva l'Algérie. Je pense que c'est le slogan du moment", a-t-il lancé à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Au cours de cet entretien, M. Infantino a tenu à féliciter chaleureusement le président de la République pour la qualification de l'équipe nationale algérienne

à la prochaine Coupe du monde. "Un grand exploit", a-t-il souligné, avant d'ajouter : "On sent que cette équipe a quelque chose de spécial. Elle peut créer de grosses surprises et faire de très grands matchs", lors de la Coupe du monde 2026.

Il a également révélé avoir invité personnellement le président de la République à assister à la phase finale du Mondial 2026.

Le président de la FIFA a indiqué avoir échangé sur le développement structurel du football algérien. "Nous avons parlé du développement du football dans ce pays magnifique" où ses habitants "sont tous des passionnés de football".

Il a également indiqué avoir évoqué la stratégie commune d'investissement dans les académies et le football scolaire, soulignant que l'éducation en football est "fondamentale" pour les jeunes. "Nous allons bientôt annoncer des initiatives conjointes entre la FIFA et l'Algérie pour aller dans cette direction", a-t-il assuré.

Par ailleurs, Gianni Infantino a indiqué avoir abordé avec le président de la République le dossier des infrastructures, saluant le travail accompli par la Fédération algérienne de football (FAF) et les stades "exceptionnels" dont dispose l'Algérie.

RA

JOURNAL OFFICIEL

LA LOI FIXANT LES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES ET LE NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR AU PARLEMENT PUBLIÉE

La loi fixant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir au Parlement a été publiée dans le dernier numéro du Journal officiel (JO).

Selon le texte, "le nombre de sièges de chaque circonscription électorale, pour l'élection des députés de l'Assemblée populaire nationale, sont fixés au prorata de la population de chaque wilaya résultant du dernier recensement général de la population et de l'habitat".

Ainsi, le nombre de sièges de chaque circonscription électorale est fixé sur la base de l'affectation d'un siège par tranche de (120.000) habitants, et d'un siège supplémentaire pour chaque tranche

restante de (60.000) habitants", indique la loi, précisant que "le nombre de sièges ne peut être inférieur à deux pour chacune des wilayas (dont le nombre de la population est inférieur à (200.000) habitants". Il est indiqué, en outre, que "le nombre de sièges de la circonscription électorale de la communauté nationale établie à l'étranger, pour l'élection des députés de l'Assemblée populaire nationale, est fixé à (12) sièges".

Quant à la chambre haute du Parlement, ladite loi stipule que "le nombre de sièges de chaque circonscription électorale pour l'élection des deux tiers des membres du Conseil de la nation, est fixé au prorata de la population de chaque wilaya ré-

sultant du dernier recensement général de la population et de l'habitat", et ce comme suit: "un siège pour chaque circonscription électorale dont le nombre de la population est égal ou inférieur à (250.000) habitants et deux sièges pour chaque circonscription électorale dont le nombre de la population est supérieur à (250.000) habitants".

S'agissant du tiers restant, "il est désigné par le Président de la République parmi les personnalités et les compétences nationales dans les domaines scientifique, professionnel, économique et social, conformément à l'article 121 de la Constitution", conclut la même source.

RA

CONFÉRENCE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

LES VALEURS DE COEXISTENCE EN ALGÉRIE À TRAVERS L'HISTOIRE

La Cour constitutionnelle a organisé, à Alger, une conférence intitulée: "L'Algérie cœur de la Méditerranée et passerelle entre les deux rives: lecture des valeurs de coexistence et de dignité", animée par l'universitaire et ancien secrétaire général du Haut Conseil Islamique (HCI), M. Boumediene Bouzid, indique jeudi un communiqué de cette institution.

Cette rencontre, qui s'est déroulée sous la supervision de la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, en présence des membres et des cadres de la Cour, vise à concrétiser sa mission institutionnelle tendant à renforcer l'ouverture sur la société et les institutions de la République, et ce, dans le cadre des conférences mensuelles visant à interagir avec les questions d'actualité.

A cette occasion, M. Boumediene a évoqué la thématique sous ses dimensions historique, civili-

sationnelle et spirituelle, partant de l'idée centrale selon laquelle "le parcours de l'Algérie à travers l'histoire se reflète dans « la diplomatie de la dignité ». Il s'est arrêté, à ce titre, sur des étapes phares de l'histoire du pays, citant l'Emir Abdelkader comme modèle de tolérance entre les religions, ainsi que la Déclaration du 1er Novembre 1954. Le conférencier a souligné que l'Algérie "a puisé son système de valeurs dans son patrimoine séculaire et son Islam ouvert prônant la tolérance et la coexistence, ce qui a habilité l'Algérie, historiquement et culturellement, à être une passerelle entre les deux rives, le cœur de la Méditerranée et un port d'attache spirituel pour l'Afrique", avant d'évoquer la relation organique entre la dignité, la tolérance et la coexistence en tant que "système de valeurs indivisible".

Les travaux de la conférence ont donné lieu à un débat scientifique mettant en exergue la place

civilisationnelle de l'Algérie, forte de son héritage, de sa position géographique stratégique et de son histoire militante honorable, des atouts qui font du pays "un pont civilisationnel solide entre les deux rives de la Méditerranée" et un "porte-étendard des valeurs de coexistence et de dignité humaine, sous l'égide des principes de démocratie et de souveraineté de la loi consacrés par la Constitution algérienne".

La rencontre a vu la participation d'enseignants universitaires et d'étudiants des facultés des Sciences islamiques et de Droit (Université d'Alger 1), des facultés des Sciences sociales et des Sciences humaines (Université d'Alger 2), de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Bouzaréah, ainsi que des enseignants de l'Ecole des sciences islamiques "Dar El-Coran" de Djamaâ El-Djazaïr.

RA

SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE NATIONALE

SOUTIEN TOTAL AUX CÉRÉALICULTEURS

Le ministère de l'Agriculture renforce son dispositif d'accompagnement pour la saison 2025-2026 en lançant le crédit fournisseur dédié aux produits phytosanitaires. Ce nouveau mécanisme financier permet aux agriculteurs de protéger leurs récoltes contre les maladies sans avance de frais. Objectif : garantir une productivité optimale et une sécurité alimentaire durable pour le pays.

Par Chaimaa Sadou

La prochaine saison céréalière marque un tournant pour le monde agricole algérien. Jeudi dernier à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a officiellement lancé un dispositif renforcé : le « crédit fournisseur ». Concrètement, ce système permet aux agriculteurs, en particulier ceux qui disposent de faibles revenus, d'acheter des produits phytosanitaires sans payer immédiatement. Ils rembourseront ces intrants après la vente de leur récolte, une fois les grains vendus.

Cette annonce a été faite lors d'une large réunion de travail consacrée au suivi du programme de développement de la filière céréalière. Autour de la table : les principaux acteurs du secteur, des experts, des représentants d'instituts techniques, ainsi que plusieurs start-ups spécialisées dans la surveillance sanitaire des cultures. L'objectif est clair : protéger les récoltes au bon moment pour éviter des pertes massives.

L'enjeu est important. Pour mémoire, la filière céréalière représente près de 3 millions d'hectares en Algérie et mobilise des centaines de milliers d'agriculteurs. Selon les données présentées par le ministre lui-même, les maladies phytosanitaires peuvent détruire près de 40 % des récoltes chaque année si aucun traitement efficace n'est appliqué à temps. Face à ce danger, le crédit fournisseur lève un verrou financier essentiel. Il supprime l'obstacle qui empêchait trop d'agriculteurs d'intervenir rapidement pour sauver leurs champs.

« Ce crédit facilite l'accès des agriculteurs aux intrants agricoles, surtout pendant les périodes sensibles où une action rapide est vitale », a souligné M. Oualid. Il a également insisté sur un changement d'approche : désormais, la priorité va à un suivi scientifique rigoureux et à une évaluation permanente sur le terrain. Le respect du parcours technique – fertilisation, traitement des plantes – devient un facteur clé



pour améliorer le rendement à l'hectare.

Le ministre a salué la dynamique positive de la campagne actuelle, favorisée par des conditions climatiques encourageantes et un ensemble de mesures complémentaires. Parmi elles : la fourniture de semences sans prépaiement, déjà rendue possible grâce au même crédit fournisseur. Ce système a permis à des milliers d'agriculteurs en difficulté financière de semer à temps, sans attendre des fonds qu'ils ne possédaient pas.

Pour accompagner cette avancée, des cellules de suivi post-semis ont été mises en place dans les wilayas productrices. Elles conseillent les agriculteurs pas à pas : bien utiliser les produits phytosanitaires, pulvériser au bon moment, choisir la bonne période d'intervention. Par ailleurs, l'approvisionnement en engrais a été sécurisé, avec un bonus de 50 % d'engrais azotés supplémentaires. Une décision saluée par les professionnels.

Autre innovation importante : l'utilisation de drones pour la surveillance des cultures. Déployés pour la première fois cette saison, ils per-

mettent un suivi précis de la fertilisation. Leur usage sera étendu au traitement des plantes, afin de mieux cibler les zones à traiter, réduire l'emploi de produits chimiques et renforcer la lutte contre les maladies. Pour la seule phase d'orientation, 368 journées de formation ont été organisées en février et mars, bénéficiant à plus de 3 800 agriculteurs.

La réunion a également préparé la prochaine campagne de moisson-battage. Le ministre a donné des instructions claires : renforcer les moyens logistiques, augmenter les capacités de stockage et accélérer le renouvellement du parc national de machines agricoles. Cette mécanisation répond à la feuille de route fixée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Un impact indirect sur l'alimentation scolaire

Au-delà de l'évidence agricole, une meilleure protection des céréales a un impact direct sur l'alimentation scolaire. En Algérie, la farine et ses dérivés (pain, semoule, biscuits) constituent la base des repas servis dans les cantines. Des

récoltes abondantes et de qualité garantissent un approvisionnement régulier et peu coûteux. Or, une alimentation équilibrée est essentielle pour que les écoliers puissent bien assimiler leurs cours. Un enfant mal alimenté se fatigue plus vite, perd sa concentration et voit ses résultats baisser. En réduisant les pertes agricoles, le crédit fournisseur contribue indirectement à la santé intellectuelle des plus jeunes. Moins de maladies dans les champs, c'est plus de céréales dans les assiettes, et donc plus d'énergie pour apprendre.

Avec le crédit fournisseur, l'Algérie se dote d'un outil financier simple mais puissant pour sécuriser sa production céréalière. En permettant aux agriculteurs modestes d'agir au bon moment, ce mécanisme limite les pertes, améliore les rendements et renforce la souveraineté alimentaire. Indirectement, l'élève comme le producteur sortent gagnants de ce cercle vertueux.

En clair : mieux protéger les champs, c'est mieux nourrir le pays. Et mieux nourrir le pays, c'est préparer l'avenir de ses enfants.

C.S

MÉDICAMENTS/COOPÉRATION

L'ALGÉRIE ET LE MOZAMBIQUE POUR UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET DURABLE

Le ministre algérien Ouacim Koudiri a reçu son homologue mozambicain de la Santé, Ussene Hilario Isse, accompagné de l'ambassadeur du Mozambique en Algérie, au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique à Alger Antonio Namburetje. Au-delà des formules protocolaires, les discussions ont porté sur un sujet important, l'accès aux médicaments et le développement d'une coopération industrielle durable entre les deux pays.

Par Rihab Taleb

Le ministre Koudiri a rappelé que l'Algérie a aujourd'hui plus de 230 unités industrielles, publiques et privées capables de couvrir plus de 83 % des besoins du marché national. Cette performance qui est le fruit de plusieurs années d'investissements et de réformes, place le pays parmi les acteurs majeurs du secteur pharmaceutique en Afrique. L'Algérie ne se contente plus de répondre à ses propres besoins, elle a désormais l'intention de partager son expertise et son savoir-faire avec ses partenaires africains.

Koudiri a proposé que certaines commandes pharmaceutiques du Mozambique soient produites directement dans des usines algériennes. Une initiative qui permettrait non seulement de répondre rapidement aux besoins du marché mozambicain, mais aussi de former ses professionnels aux techniques de fabrication locales. « C'est une manière de bâtir une coopération gagnant-gagnant », a souligné le ministre.

Le ministre mozambicain de la Santé, Ussene Hilario Isse, n'a pas caché son intérêt pour cette

offre. Il a salué l'expérience de l'Algérie dans le domaine pharmaceutique, affirmant qu'elle constitue un partenaire stratégique pour son pays. Le Mozambique fait face à une demande croissante de médicaments essentiels et souhaite dans une première phase, acquérir 200 types de produits fabriqués en Algérie. Ces médicaments couvriraient un large spectre de besoins, allant des traitements de base aux fournitures médicales spécialisées.

Pour Hilario Isse, l'Algérie représente une alternative fiable, ses médicaments sont reconnus pour leur qualité et leurs prix compétitifs, deux critères essentiels pour un pays qui cherche à renforcer son système de santé tout en maîtrisant ses coûts.

Les discussions ont également abouti à un accord de principe sur la signature prochaine d'un mémorandum d'entente entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et son homologue mozambicain, ce document permettra la reconnaissance mutuelle de l'enregistrement des médicaments, facilitant ainsi leur circulation et leur disponibilité dans les deux

pays. Une étape administrative mais cruciale, qui donnera un cadre officiel à cette coopération.

Organisée à Alger en novembre 2025. Cet événement avait déjà souligné la nécessité pour les pays africains de renforcer leur autonomie pharmaceutique et de développer des partenariats régionaux. L'Algérie, forte de ses capacités industrielles, s'était alors positionnée comme un acteur central de cette initiative.

Pour le Mozambique, l'accès rapide à des médicaments essentiels peut faire la différence dans la prise en charge de milliers de patients. Pour l'Algérie, cette coopération est l'occasion de mettre son expertise au service de la solidarité africaine, tout en consolidant son rôle de leader régional.

Cette rencontre entre Koudiri et Hilario Isse ne se limite pas à un échange diplomatique. Elle marque le début d'une alliance stratégique qui pourrait transformer l'accès aux soins dans une partie du continent.

R.T

ORAN

CLÔTURE DE LA PREMIÈRE SESSION DU CERTIFICAT EN SÉNOLOGIE

Jeudi dernier, dans la wilaya d'Oran, s'est terminée la toute première édition du cycle menant au certificat d'études spécialisées (CES) en sénologie, avec l'obtention du diplôme par 29 médecins venant des wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest, selon les informations fournies par la direction locale de la santé et de la population.

Par Ali Boudefel

Ces généralistes, destinataires des attestations de fin de cursus, ont suivi une formation organisée conjointement par les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Étaient présents M. Kassi Abdellah (directeur de la santé à Oran), la professeure Belkharoubi Khadidja (doyenne de la faculté de médecine d'Oran et responsable de la formation), ainsi que plusieurs enseignants et encadreurs, précise la même source.

Cette première promotion, incluant quatre praticiens originaires d'Oran, vise à consolider les compétences locales contre le cancer du sein et à rehausser la qualité des soins prodigués aux patientes. Le parcours pédagogique a mêlé enseignements théoriques – modules sur le diagnostic clinique, l'imagerie, l'anatomopathologie et les traitements – et mises en pratique dans divers établissements sanitaires de la wilaya. Les participantes ont



également profité de stages pratiques dans des centres de diagnostic, d'ateliers cliniques et de visites de terrain, leur permettant d'appliquer leurs acquis et d'acquérir une expérience directe dans la prise en charge des femmes atteintes. Lors de son discours, M. Kassi Abdellah a mis en avant l'importance de cette formation pour renforcer les capacités

nationales en matière de lutte contre le cancer du sein, dans le cadre du programme national onco-logique. Il a aussi réaffirmé la nécessité de maintenir l'appui croisé des deux ministères afin d'étendre ce type de cursus et d'améliorer le niveau des expertises nationales dédiées à la santé féminine.

A.B

BATNA 7^e ÉDITION DES JOURNÉES PÉDIATRIQUES



Par Hamida Indja

La 7^e édition des journées printanières de pédiatrie a débuté à Batna avec la participation de nombreux spécialistes, afin de renforcer la formation et l'échange d'expériences dans le domaine de la santé de l'enfant.

Les travaux de cette rencontre scientifique ont commencé jeudi après-midi à l'auditorium de l'université Batna 1, dans la wilaya de Batna. Cet événement médical, qui revêt une grande importance, a connu la participation de plusieurs spécialistes venus de différentes régions du pays. Organisée par le service de pédiatrie du CHU Chahid Benflis Touhamy, cette manifestation dure deux jours. Lors de l'ouverture, la cheffe du service, la professeure Djouhra Hadeff, a annoncé la création de la société aurésienne de pédiatrie. Cette nouvelle association a participé activement à l'organisation de cette édition. La même responsable a expliqué que cette association regroupe des pédiatres du secteur public et du secteur privé. Elle a ajouté que cette initiative a pour objectif de développer la pédiatrie dans la région et de créer davantage d'opportunités de formation et d'échange d'expériences entre les médecins.

Durant la première journée, et en coordination avec la faculté de médecine de l'université Batna 2, deux ateliers de formation ont été organisés à l'aide d'équipements modernes de simulation. Ces ateliers permettent aux médecins d'apprendre dans des conditions proches de la réalité. Le premier atelier a porté sur la réanimation du nouveau-né en situation critique. Il a été encadré par la pédiatre

Hiba Benmaamar et la professeure Warda Guerza, directrice du centre de simulation de la faculté de médecine. Le deuxième atelier a été consacré aux infections urinaires chez l'enfant. Animé par la professeure Nadjma Brinis, cheffe du service de chirurgie pédiatrique à la maternité Chahida Meriem Bouatoura, cet atelier était destiné aux médecins résidents en pédiatrie afin de renforcer leurs connaissances.

Le programme de cet événement comprend également plusieurs communications scientifiques sur les nouvelles recherches et les dernières avancées en pédiatrie. Des ateliers thématiques sont organisés autour de plusieurs domaines, comme le diabète et les maladies endocriniennes, les maladies respiratoires, ainsi que l'utilisation correcte des antibiotiques. Ces activités sont encadrées par des spécialistes venant des wilayas d'Annaba, d'Oran, d'Alger et de Constantine. Les journées printanières de pédiatrie prévoient aussi un atelier spécial consacré à la recherche scientifique dans ce domaine, ainsi qu'à la méthodologie de préparation des thèses de doctorat. Cet atelier est destiné aux étudiants en pédiatrie et est encadré par des experts de différentes facultés de médecine. Il est également important de noter que cette édition a été précédée, les 7 et 8 avril, par l'organisation d'ateliers de formation spécialisée. Ces formations ont été destinées aux médecins généralistes des secteurs public et privé, aux médecins résidents en pédiatrie, ainsi qu'aux sages-femmes et aux infirmiers de santé publique, pour améliorer leurs compétences dans le domaine de la santé de l'enfant.

H I

AÏN TEMOUCHENT RÉSERVATION DE 8 POINTS DE VENTE DE MOUTONS

Selon le directeur local des services agricoles d'Aïn Temouchent, Mohamed Mehdi Kada, huit (8) points de vente ont été dédiés à l'écoulement des moutons importés destinés à la fête de l'Aïd. Cette initiative, pilotée en concertation avec les instances wilayales, a permis de réquisitionner deux parcs situés dans les communes de Sidi Boumediene et Aïn El Arbaâ. Deux autres emplacements ont été installés au sein de fermes pilotes publiques à Chaâbat El Lahm et Aïn Kihal.

Par ailleurs, deux domaines agricoles ont été choisis : le premier au village « Aouras El Maïda » (Hammam Bouhadjar), le second dans la commune de M'said. Un site supplémentaire a été créé dans la zone industrielle d'Aïn Temouchent, ajoute la même source. M. Kada a précisé que les services agricoles, en liaison avec les municipalités concernées, ont déployé toutes les dispositions pour garantir le succès de l'opération, incluant la sécurisation des lieux et la présence d'équipes vétérinaires chargées de contrôler l'état sanitaire des bêtes.

Simultanément, les stocks suffisants de nourriture animale ont été répartis sur les sites de rassemblement et de vente des moutons, couvrant les huit dairas de la wilaya, d'après la même source. Enfin, la supervision de cette opération commerciale relative à la vente des ovins importés pour l'Aïd à Aïn Temouchent incombera à l'Office national des aliments du bétail.

A.B

JIJEL ARRIVÉE D'UN NAVIRE TRANSPORTANT DES MOUTONS

Un navire chargé d'une cargaison de 7.000 têtes ovines importées d'Espagne a accosté, jeudi soir, au port de Djen Djen (Jijel), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le déchargement de la cargaison a été entamé immédiatement après l'achèvement des procédures de contrôle sanitaire effectuées par les vétérinaires, avec la mobilisation de tous les moyens humains et logistiques afin d'assurer le bon déroulement de l'opération dans les meilleures conditions, a précisé la même source.

Ces ovins ont été orientés vers le centre de quarantaine situé dans la zone de Bourchayed, dans la commune d'El Aouana, a-t-on ajouté de même source.

Selon un communiqué de l'Entreprise portuaire de Djen Djen, l'accostage du navire s'est déroulé dans des conditions organisationnelles rigoureuses, avec la mobilisation de l'ensemble des moyens logistiques et des ressources humaines pour garantir un déchargement fluide et sécurisé, en coordination avec les parties concernées, dans le strict respect des normes vétérinaires et sanitaires en vigueur, assurant ainsi la sécurité des moutons et le bon déroulement de l'opération.

RR

POUR RÉGLER SES PROBLÈMES DE LAIT

LE NIGÉRIA SE TOURNE VERS LE GÉANT NESTLÉ

Le Nigeria s'impose comme le principal débouché des produits laitiers en Afrique de l'Ouest. Malgré cette position dominante, le pays reste confronté à un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande, qui l'oblige à importer en grande quantité du lait et ses dérivés. Face à cette situation, les autorités multiplient les initiatives afin de renforcer les capacités locales de production et réduire progressivement cette dépendance extérieure.

Par Tinhinane Bendahmane

Dans cette dynamique, le ministère du Développement de l'élevage a annoncé, le mercredi 8 avril, la conclusion d'un accord avec Nestlé Nigeria Plc en vue de mettre en place un centre dédié au développement des compétences techniques dans la filière laitière. Ce futur établissement sera implanté dans le Territoire de la capitale fédérale et se veut un véritable pôle d'apprentissage pratique, conçu pour accompagner la transformation du secteur et améliorer sa compétitivité à l'échelle internationale.

Une fois opérationnelle, cette structure proposera des formations combinant enseignements théoriques et travaux pratiques sur le terrain. Les bénéficiaires seront initiés à l'ensemble des composantes de la production laitière, allant de la reproduction animale à la gestion des mises bas, en passant par l'élevage des jeunes animaux, les techniques agricoles, la tenue de registres et les procédés de traite. Les programmes incluront également le respect des normes sanitaires, la gestion de l'alimentation et le bien-être du cheptel, autant d'éléments essentiels pour améliorer la qualité et la productivité.

À travers ce projet, les autorités nigérianes affichent une ambition claire : moderniser les pratiques d'élevage et accroître les performances des systèmes



pastoraux traditionnels, où la production moyenne reste faible, oscillant entre un et deux litres de lait par vache et par jour. L'objectif est de transformer en profondeur ces méthodes afin de les rendre plus efficaces et mieux adaptées aux exigences du marché.

Dans ce cadre, Nestlé Nigeria mettra à contribution son expertise industrielle pour accompagner cette évolution. L'entreprise avait déjà franchi une première étape en 2025 avec la création d'une ferme pilote de développement laitier sur une superficie de quatre hectares dans la réserve de pâturage de Paikon Kore, à Abuja. Cette exploitation expérimentale a démontré qu'en adoptant de bonnes pratiques en matière d'alimentation, de reproduction et de gestion des troupeaux, la production pouvait être multipliée, passant d'un litre à près de dix litres de lait par vache et par jour.

Pour les pouvoirs publics comme pour les acteurs privés, le renforcement des compétences des éleveurs constitue un levier essentiel pour améliorer à la fois la disponibilité et la qualité du lait produit localement. Il s'agit également de structurer un réseau d'approvisionnement plus

fiable, capable de soutenir le développement d'une industrie laitière nationale solide.

Acteur incontournable du secteur au Nigeria, Nestlé commercialise plusieurs produits laitiers à travers ses marques emblématiques et s'appuie sur un vaste réseau d'éleveurs. En 2025, le groupe indiquait collecter en moyenne 6 000 litres de lait par jour auprès de près de 3 000 producteurs, illustrant ainsi le potentiel de développement de la filière lorsque les conditions sont réunies. La création de ce centre de formation s'inscrit dans une stratégie plus large déployée par le gouvernement pour combler le déficit de production. Plusieurs initiatives récentes témoignent de cette volonté. En février, un partenariat trilatéral a été lancé avec le Brésil et le Royaume-Uni dans le cadre d'un programme visant à promouvoir des systèmes bovins intelligents et adaptés aux contraintes climatiques, avec pour objectif d'améliorer les rendements grâce aux technologies modernes.

Dans la même perspective, une coopération a été engagée en mars avec la Coalition laitière de l'Union européenne, réunissant de grands

groupes internationaux. Cette collaboration met l'accent sur l'amélioration génétique du bétail, le renforcement des pratiques d'élevage et l'augmentation de la production locale.

Par ailleurs, le fonds souverain nigérian a conclu, le 19 mars 2026, un accord avec une société britannique d'investissement pour développer un projet intégré de production laitière, mobilisant près de 500 millions de dollars. Cette initiative vise à structurer l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la transformation.

L'ensemble de ces actions converge vers un objectif central : atteindre l'autosuffisance en lait. Depuis 2025, Abuja s'est fixé pour ambition de doubler la production nationale afin d'atteindre 1,4 million de tonnes d'ici 2030, en s'appuyant sur des partenariats internationaux et l'implication du secteur privé. Pour l'heure, le Nigeria continue de supporter un coût élevé lié aux importations, estimé à environ 1,5 milliard de dollars par an, ce qui souligne l'urgence de transformer durablement la filière laitière nationale.

T.B

FILIÈRE DU COTON

LES PRIX EN HAUSSE SUR FOND DE TENSIONS MONDIALES

Par Nawal Bordji

Après un repli généralisé des prix du coton sur les marchés internationaux en 2025, les analystes tablaient sur une continuité de cette dynamique en 2026. Pourtant, contre toute prévision, la matière première a connu un rebond de ses valeurs dans un environnement géopolitique mondial marqué par de vives tensions.

Depuis le début de février 2026, les prix de la fibre se redressent sur la scène internationale. Selon l'Intercontinental Exchange (ICE Futures U.S.), les cours ont terminé le 7 avril 2026 à 71,31 cents la livre, soit approximativement 1,57 \$/kg. Ce montant représente une progression de 8,7 % par rapport à celui constaté au 31 décembre 2025 (1,45 \$/kg).

Ce niveau constitue également le sommet atteint par le coton durant les douze derniers mois. Pour retrouver une valeur similaire, il faut remonter au 5 mai 2025, date où la fibre avait clôturé à 72,06 cents la livre, soit environ 1,59 \$/kg sur l'ICE. D'après la plateforme Trading Economics, les opérateurs évaluent un durcissement des

perspectives d'offre mondiale face aux dernières données sur les surfaces ensemencées. « Les superficies réellement cultivées divergent souvent des premières estimations officielles, et cette incertitude est renforcée par des baisses de production confirmées dans de grands pays producteurs comme le Brésil, la Chine et l'Australie », souligne la plateforme dans sa dernière analyse du 4 avril.

Le 31 mars dernier, la société chinoise SunSirs rapportait par exemple que la surface plantée en coton aux États-Unis, 4e producteur mondial, chuterait à 9,23 millions d'acres en 2026 contre une estimation antérieure de 9,4 millions d'acres, en raison de conditions climatiques défavorables. La ceinture cotonnière américaine a subi des températures record en mars, susceptibles d'affecter les semis et de générer des inquiétudes sur la production. Outre les incertitudes sur l'offre, les analystes prévoient une prochaine augmentation des coûts de production liée aux tensions existantes sur le marché mondial des engrais.

Le coton est une culture de rente très consommatrice d'engrais, notamment de NPK et d'urée. Les observateurs estiment donc que la

hausse des prix des engrais devrait se répercuter sur les coûts de production, surtout dans les pays cotonniers dépendant largement des importations d'engrais. Le Brésil, 3e producteur mondial, illustre cette crainte : selon l'USDA, il dépend à 87 % des importations pour ses besoins en fertilisants. Depuis fin février 2026, l'escalade militaire entre les USA, Israël et l'Iran perturbe le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite environ un tiers du transport maritime mondial d'engrais, d'après la CNUCED.

L'IFDC indiquait que dès la première semaine du conflit, le prix moyen FOB de l'urée a augmenté d'environ 37 %, et qu'à la deuxième semaine, les prix avaient encore grimpé pour atteindre environ 715 \$ par tonne métrique, soit une hausse d'environ 45 % par rapport au niveau antérieur. Autant de facteurs qui laissent présager une poursuite de l'augmentation des cours du coton dans les mois à venir. Plus largement, cette dynamique est une opportunité pour les producteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre d'accroître leurs recettes d'exportation. Rappelons que dans la région, environ 98 % du coton produit est encore exporté sous forme de fibre brute.

T.B

50^E ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE LA RASD

PARTICIPATION INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU ET RÉAFFIRMATION DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

Les festivités officielles marquant le 50^e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), organisées dans la wilaya d'Aousserd, au niveau des Camps de réfugiés sahraouis, ont vu une participation internationale de haut niveau et une forte affluence populaire, dans un contexte de réaffirmation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Ces festivités, qui ont pris fin jeudi, ont été ponctuées par l'organisation d'une série d'activités politiques, militaires et culturelles, comprenant des allocutions officielles des autorités sahraouies et des délégations étrangères, un défilé militaire des différentes unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), ainsi que l'inauguration d'expositions d'artisanat et le déroulement d'activités sportives.

Dans une allocution à cette occasion, le président de la République sahraouie, Brahim Ghali, a réaffirmé que l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance constitue la seule voie à même d'instaurer une paix juste et définitive dans la région.

L'Algérie a été représentée à ces célébrations par une délégation des deux chambres du Parlement, aux côtés de représentants de partis politiques, d'organisations syndicales et de divers acteurs de la société civile, qui ont souligné leur solidarité constante et inconditionnelle avec le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Dans le même sillage, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a réaffirmé, dans une allocu-



tion lue en son nom par le membre du Conseil et chef de délégation, Fateh Boutbig, la pleine solidarité et le soutien indéfectible de l'Algérie à la lutte juste du peuple sahraoui pour le recouvrement de ses droits légitimes, à leur tête son droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination, conformément aux principes de la légalité internationale et aux résolutions pertinentes de l'ONU.

De son côté, le président de

l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a réaffirmé, dans une allocution lue en son nom par le président du groupe parlementaire de fraternité et d'amitié Algérie-Sahara occidental, Miloud Tissouh, la position constante et de principe de l'Algérie en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

"L'Algérie, fidèle au message de ses valeureux martyrs et à ses principes libérateurs puisés dans sa

lutte glorieuse, laquelle a inspiré son soutien à l'indépendance des peuples, a été et demeure la Mecque des révolutionnaires et la destination des hommes libres", a-t-il souligné.

Ces activités ont été marquées par la présence de délégations parlementaires européennes, dont le groupe "Paix et liberté au Sahara", qui s'est rendu dans les Camps de réfugiés sahraouis, réaffirmant son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU et au droit international.

Des représentants de forces politiques espagnoles et mauritaniennes ont, quant à eux, réaffirmé leur attachement à une solution pacifique, sous l'égide des Nations unies, garantissant la stabilité dans la région.

Les célébrations ont été clôturées par un message politique clair adressé par la direction sahraouie à la communauté internationale, dans lequel elle réaffirme l'unité du peuple sahraoui et son rejet de toute solution portant atteinte à ses droits légitimes, tout en insistant sur le parachèvement du processus de décolonisation et le respect de la légalité internationale.

RI

TCHAD

UN MILLION DE RÉFUGIÉS SOUDANAIS MENACÉS PAR DES COUPES D'AIDE POTENTIELLEMENT MORTELLES

Plus d'un million de réfugiés soudanais au Tchad font face à des réductions immédiates et potentiellement mortelles de l'aide en alimentation, en eau, en abris, en protection et en soins de santé, ont alerté jeudi des agences onusiennes, alors que le conflit au Soudan entre dans sa troisième année.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM) préviennent qu'ils disposent de moins de la moitié des ressources nécessaires pour répondre aux besoins, compromettant déjà l'accès à l'aide vitale.

"L'aide essentielle aux réfugiés au Tchad sera encore réduite dans les mois à venir, à moins qu'un déficit de financement de 428 millions de dollars 289 millions pour le HCR et 139 millions pour le PAM ne soit comblé", ont averti le HCR et le PAM.

En première ligne face aux retombées du conflit au Soudan, le Tchad accueille aujourd'hui 1,3 million de réfugiés soudanais, dont

plus de 900.000 sont arrivés depuis 2023. Une personne sur treize y est désormais réfugiée.

Les ressources actuelles ne permettent au HCR de fournir une assistance de base qu'à quatre réfugiés sur dix, laissant des centaines de milliers de personnes avec un accès très limité à l'eau, aux abris et aux soins de santé essentiels.

"Ce que nous observons dans l'est du Tchad illustre le coût humain des insuffisances de financement", a déclaré le Représentant du HCR au Tchad, Patrice Ahouansou.

Environ 80.000 familles sont aujourd'hui sans abri et dans certaines localités comme les réfugiés survivent avec moins de la moitié de la quantité minimale d'eau quotidienne requise. Les centres de santé sont débordés, les services de protection notamment pour les survivantes et survivants de violences sexuelles sont réduits, et les services éducatifs saturés, avec des classes comptant parfois plus de 100 élèves par enseignant.

Par ailleurs, plus de 243.000 personnes restent bloquées dans les zones frontalières de l'est, faute de financements pour les relocaliser vers des sites plus sûrs à l'intérieur du pays.

Le PAM, qui soutient plus d'un million de personnes dans les zones d'accueil, dispose de moins de la moitié des ressources nécessaires et a déjà été contraint de réduire de moitié les rations pour la majorité des réfugiés. "Avec moins de la moitié des ressources dont nous avons besoin, nous ne pouvons pas fournir une aide alimentaire suffisante aux personnes les plus vulnérables", a signalé Sarah Gordon-Gibson, directrice et représentante du PAM au Tchad.

Les agences onusiennes préviennent: sans soutien immédiat, la situation risque de se détériorer rapidement. Tout en saluant la générosité des donateurs, le HCR et le PAM appellent à une mobilisation urgente pour les six prochains mois afin de maintenir l'assistance.

RI

LIBAN

21 MARTYRS DANS DE NOUVELLES FRAPPES SIONISTES

Les frappes aériennes sionistes ont fait au moins 21 martyrs à travers le Liban ce vendredi, dont huit membres des forces de sécurité, a rapporté l'agence de presse libanaise.

À Nabatiyé, des frappes menées par les forces sionistes près d'un complexe gouvernemental et d'un bureau de la Sûreté de l'Etat ont fait au moins huit martyrs, parmi les membres des forces de sécurité, et causé d'importants dégâts.

Dans la ville du sud Deir Qanoun Ras al-Ain, deux personnes sont tombées en martyrs dans une frappe de drone visant la zone de Sammaiyeh.

Une autre frappe sur la ville de Qana a fait un martyr et un blessé, tandis qu'une attaque séparée sur Hanouiyeh a fait également un martyr et un blessé.

À Kfar Tebnit, le membre du

conseil municipal Ali Abdul Latif Ghaith est tombé en martyr et son fils blessé lorsqu'une frappe de drone a touché le bâtiment où ils se trouvaient.

Un autre civil est également tombé en martyr dans une frappe de drone alors qu'il circulait à bord de sa moto dans la ville d'Al-Charqiya.

Dans la ville de Jbaa, dans le sud du Liban, six personnes sont tombées en martyrs dans une frappe aérienne sioniste, tandis qu'une autre personne est tombée en martyre dans une frappe distincte sur la ville d'Ansar, dans la région de la Bekaa, à l'est du Liban.

L'armée sioniste a poursuivi son agression sanglante sur le Liban, faisant au moins 303 martyrs et 1.150 blessés pour la seule journée de mercredi.

RI

EL QODS OCCUPÉE

100.000 PALESTINIENS ACCOMPLISSENT LA PRIÈRE DU VENDREDI À AL-AQSA APRÈS 40 JOURS DE FERMETURE

Quelque 100.000 Palestiniens ont accompli la première prière du vendredi dans la mosquée Al-Aqsa, après 40 jours de fermeture par l'occupation sioniste, a indiqué le département des Waqfs islamiques d'El Qods.

Selon la même source, les esplanades de la mosquée Al-Aqsa ont vu l'afflux de fidèles de tous âges, dès les premières heures de la matinée, dans une scène qui reflète le désir des Palestiniens de retourner à la mosquée après une interruption forcée qui a duré 40 jours, pré-

cisant que quelque 100.000 fidèles ont pu accomplir la prière du vendredi.

Les forces de l'occupation sioniste ont installé des barrières métalliques aux portes de la vieille ville et dans la mosquée Al-Aqsa, ont indiqué des sources palestiniennes.

Elles ont également empêché des jeunes à accéder à la mosquée, en contrôlant leurs identités et en arrêtant certains d'entre eux.

RI

L'IA ENTRE À L'ÉCOLE

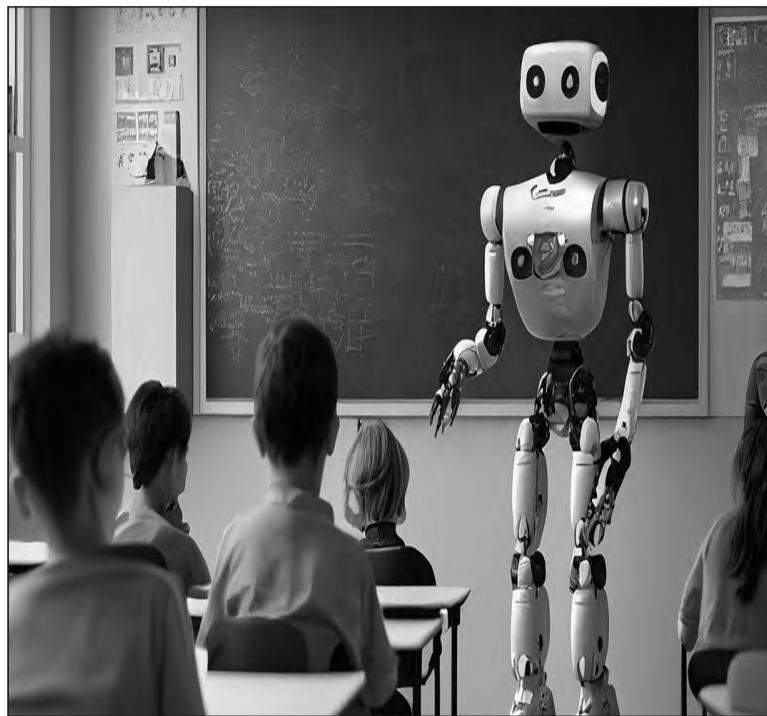
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DEVIENT MATIÈRE SCOLAIRE EN CHINE

La Chine a annoncé le lancement de son initiative « IA+Education », un projet destiné à intégrer l'intelligence artificielle dans les salles de classe dès le plus jeune âge. Avec l'ambition de bâtir d'ici 2030 un système éducatif global dynamisé par l'IA, à travers lequel elle vise à former des générations capables de manier ces outils et affirmer son rôle de puissance technologique mondiale.

Par Yakout Abina

La Chine a dévoilé une initiative qui pourrait redéfinir en profondeur le rapport entre technologie et apprentissage. Baptisé « IA+Education », ce programme vise à intégrer l'intelligence artificielle dans les salles de classe dès le plus jeune âge, avec l'ambition de bâtir d'ici 2030 un système éducatif global où l'IA joue un rôle structurant. L'annonce faite hier par le ministère de l'Éducation traduit une volonté politique forte qui entend préparer la société et l'économie à un avenir dominé par le numérique, tout en formant des générations capables de manier ces outils avec discernement.

Ce projet ne se limite pas à introduire des logiciels ou des robots pédagogiques. Il s'agit de repenser l'école elle-même, en confiant à l'IA la mission d'accompagner les enseignants, de personnaliser les parcours d'apprentissage et d'adapter les contenus aux besoins spéci-



ifiques des élèves. L'IA devient ainsi un partenaire éducatif, susceptible de renforcer la créativité, de faciliter l'évaluation et de rendre l'enseignement plus interactif. En donnant à l'IA une place institutionnelle, la Chine cherche à combler ce qui manque aujourd'hui à cette technologie en d'autres termes, un circuit d'apprentissage officiel, où elle serait dispensée de manière à être un outil de production utile pour les individus et la société.

Cette orientation répond à une critique largement partagée : l'intelligence artificielle, livrée sans cadre, se voit trop souvent réduite à un jouet ou à un instrument de

désinformation. Les vidéos truquées, les contenus contraires à la morale ou les informations inventées illustrent combien l'absence de régulation peut transformer un outil puissant en menace. Avec cette intégration de l'IA dans l'éducation, la Chine tente de canaliser cette puissance vers un objectif collectif, celui de former des citoyens capables d'utiliser la technologie de manière constructive.

Cette initiative suscite toutefois des interrogations. L'introduction de l'intelligence artificielle dans les salles de classe pourrait, si elle n'est pas encadrée, glisser vers des usages moins attendus. Par ail-

leurs, le risque d'accentuer les inégalités est également réel, dans de nombreux pays, l'accès aux outils numériques reste inégal, et une telle fracture pourrait se creuser davantage si l'IA n'était pas déployée de manière équitable.

La réussite du projet dépendra cependant de la mise en place de garde-fous solides. L'IA doit rester un auxiliaire pédagogique, et non un substitut à l'enseignants. L'équilibre entre innovation et humanité sera déterminant, sans lui, l'école risquerait de perdre son rôle de lieu de transmission des savoirs et des valeurs, au profit d'une logique purement technologique.

Si la Chine parvient à concrétiser son ambition, elle pourrait offrir au monde un modèle inédit d'une école où l'IA est non seulement enseignée, mais aussi pratiquée au quotidien. L'éducation deviendrait alors le terrain où l'IA apprend à être utile, responsable et tournée vers le bien commun. Ce pari éducatif pourrait inspirer d'autres pays, notamment en Europe, où l'IA reste encore cantonnée à des usages périphériques.

En donnant à l'IA une place dans l'école, la Chine envoie un signal fort : l'avenir numérique ne se construira pas seulement dans les laboratoires ou les entreprises, mais aussi dans les salles de classe. L'IA, comparable à un élève brillant mais indiscipliné, a besoin d'une école pour apprendre à servir la société. Sans ce cadre, elle restera un jouet instable, fascinant mais dangereux. Avec lui, elle pourrait devenir un pilier de progrès partagé, au service de l'avenir collectif.

Y.A

MINÉRAUX CRITIQUES

WASHINGTON ET BRUXELLES RENFORCENT LEUR COORDINATION

Par Salim Nait Ouguelmim

Les États-Unis et l'Union européenne s'apprêtent à franchir une nouvelle étape dans leur coopération économique en finalisant un dispositif commun consacré aux minéraux critiques, ces ressources devenues indispensables aux industries de pointe et à la transition énergétique. Selon plusieurs sources médiatiques américaines, un compromis serait en voie d'aboutissement afin d'harmoniser les politiques de production, de sécurisation et d'approvisionnement dans ce secteur stratégique. Ce projet d'accord, encore à l'état de cadre non contraignant, reposerait sur une série de mesures incitatives destinées à stabiliser les marchés et à encourager les opérateurs. Parmi celles-ci figureraient notamment des mécanismes de soutien comme l'instauration de prix planchers, susceptibles de garantir une certaine visibilité aux producteurs et de réduire les risques liés à la volatilité des cours. L'objectif est de créer un environnement favorable à l'investissement tout en consolidant la résilience des chaînes d'approvisionnement. Au-delà de ces instruments économiques, les deux partenaires envisagent d'approfondir leur collaboration sur plusieurs axes structurants. Il s'agit notamment de l'élaboration de normes communes, du financement de projets conjoints et du développement d'infrastructures partagées. Cette coordination vise également à anticiper et à atténuer les perturbations potentielles du marché mondial, en particulier celles pouvant découler de décisions prises par des pays tiers. Cette dynamique de rapprochement a été illustrée récemment par les échanges entre Maroš Šefčovič et Jamieson Greer. A

l'occasion d'une réunion ministérielle organisée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, les deux responsables ont salué la qualité du dialogue engagé, qualifié de « très positif », et ont convenu d'accélérer les travaux relatifs à ce dossier prioritaire. Les discussions ont également porté sur d'autres sujets sensibles, dont les politiques tarifaires, signe d'une volonté plus large de coordination économique. Le champ d'application de cet accord couvrirait l'ensemble du cycle de vie des minéraux critiques. De l'exploration des gisements à leur exploitation, en passant par les étapes de transformation, de raffinage et de recyclage, aucune phase ne serait exclue. Cette approche intégrée traduit une ambition claire : bâtir une chaîne de valeur complète, capable de répondre aux besoins croissants des industries technologiques tout en limitant les dépendances extérieures. En toile de fond, cette initiative s'inscrit dans un contexte de compétition accrue autour des ressources stratégiques, notamment les terres rares, dont l'approvisionnement est aujourd'hui largement dominé par des acteurs asiatiques. Pour Washington comme pour Bruxelles, il s'agit donc de diversifier les sources d'approvisionnement, de renforcer leur autonomie stratégique et de sécuriser des matériaux essentiels à la fabrication de batteries, de semi-conducteurs ou encore d'équipements liés aux énergies renouvelables. Ainsi, au-delà de sa dimension économique, cet accord en préparation reflète une convergence d'intérêts géopolitiques entre les deux rives de l'Atlantique. Il illustre également la volonté des puissances occidentales de s'organiser face aux défis posés par la transition énergétique et les recompositions du commerce mondial.

S.N.O

CONQUÊTE SPATIALE

LA CHINE LANCERA LA SONDE LUNAIRE CHANG'E-7 AU SECOND SEMESTRE 2026

Le lancement de la sonde lunaire chinoise "Chang'e-7" est prévu pour le second semestre 2026, a annoncé, vendredi, l'Agence chinoise des vols spatiaux habités. La sonde de la mission "Chang'e-7" a été acheminée vers le site de lancement spatial de Wenchang, situé dans la province insulaire méridionale de Hainan, et les essais préalables au lancement devraient se dérouler comme prévu, a indiqué la même source, précisant que les installations du site de lancement sont "en bon état et tous les travaux préparatoires avancent comme prévu". Elle a ajouté que la mission "Chang'e-7" vise à "réaliser des avancées majeures dans des technologies clés sur la surface lunaire, telles que l'atterrissage en douceur de haute précision, les déplacements sur pattes, les sauts et l'exploration de cratères constamment plongés dans l'ombre". "La coopération internationale fera également partie intégrante de la mission", a-t-elle fait remarquer, soulignant que la Chine intégrera étroitement ses ressources et ses capacités dans ses programmes actuels d'alunissage habité et d'exploration lunaire sans équipage, afin de renforcer l'efficacité globale de ses études dans ce domaine.

R.S.H.T

MACAQUE BERBÈRE

SA PRÉSERVATION AU CŒUR D'UN DÉBAT ACADÉMIQUE

Un atelier scientifique international consacré aux pratiques expérimentales et à la sauvegarde du singe macaque berbère s'est tenu jeudi à l'auditorium de l'Université Mohamed-Khider de Biskra, réunissant chercheurs et spécialistes autour de ces thématiques sensibles.

Par Halim Dardar

À cette occasion, le recteur de l'établissement, le professeur Zoheir Dibi, a rappelé que le recours aux animaux dans la recherche scientifique s'inscrit dans une démarche visant principalement à garantir la sécurité des traitements destinés à l'être humain. Il a également souligné que la présence, au sein du pôle universitaire d'El Hadjab rattaché à l'université de Biskra, d'un centre national dédié à l'expérimentation animale constitue une avancée significative. Selon lui, cette infrastructure favorise une meilleure synergie entre les différents centres de recherche relevant des universités algériennes.

Pour sa part, Yahia Chelboune, professeur et spécialiste dans le domaine des vaccins ainsi que coordinateur de la rencontre, a insisté sur le rôle déterminant des structures de recherche dans l'analyse des impacts, qu'ils soient bénéfiques ou indésirables, des produits pharmaceutiques. Il a estimé que l'évaluation rigoureuse de leur innocuité passe nécessairement par la



mise en place de laboratoires spécialisés dans l'élevage d'animaux destinés à l'expérimentation, parmi lesquels figure le macaque berbère, utilisé pour tester les médicaments et mesurer leur éventuelle toxicité pour la santé humaine.

Des initiatives similaires ont été menées dans plusieurs institutions académiques du pays, notamment à l'Institut national des sciences vétérinaires d'Alger, ainsi qu'au sein de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et de l'Université Ferhat-Abbas de Sétif. Ces rencontres ont bénéficié de la participation de chercheurs venus de divers horizons, incluant l'Algérie, les États-Unis, l'Italie, la France, la Côte d'Ivoire, le Gabon et les Pays-Bas.

Cette rencontre scientifique a été initiée par la Direction générale de la

recherche scientifique et du développement technologique relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en partenariat avec l'Institut national des sciences vétérinaires et plusieurs universités, dont celles de Biskra, Tizi-Ouzou et Sétif, traduisant une volonté de structurer et de dynamiser la recherche dans ce domaine stratégique.

H.D

TOURISME EN AFRIQUE

UNE AFFAIRE DE RICHESSES NATURELLES D'ABORD

Par Yousra Dali

Porté par la relance progressive de l'activité après la crise sanitaire mondiale, le tourisme en Afrique de l'Est connaît une phase d'expansion marquée, stimulée à la fois par une demande internationale en reprise et par une rivalité accrue entre les principales destinations de la région. Dans ce contexte, les États redoublent d'efforts pour renforcer leur attractivité en misant sur des politiques d'ouverture, notamment à travers la simplification des procédures de visa, le développement des liaisons aériennes et la mise en valeur de leurs richesses naturelles et culturelles.

Dans cette dynamique, le Kenya s'impose une nouvelle fois comme la destination phare de la région en 2025, confirmant sa position dominante face à la Tanzanie. Cette performance s'inscrit dans un contexte continental favorable, mais repose également sur des choix stratégiques anticipés qui ont permis à Nairobi de consolider son rôle de hub touristique et aérien en Afrique de l'Est. Parallèlement, Dar es Salaam poursuit une progression notable, traduisant les ambitions croissantes du pays dans ce secteur. Les autorités kényanes ont enregistré une augmentation significative des arrivées internationales, avec une progression de 9 % entre 2024 et 2025, portant le total à 2,7 millions de visiteurs étrangers. Si l'on inclut le tourisme intérieur, le volume global atteint près de 7,9 millions de voyageurs, dont une majorité de touristes domestiques. Cette croissance soutenue illustre l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour relancer le secteur.

Sur le plan économique, les retombées sont considérables. Les recettes générées par le tourisme avoisinent les 500 milliards de shillings kényans, soit environ 3,9 milliards de dollars. Ce niveau confirme le rôle central de cette industrie dans l'économie nationale, en tant que source majeure de devises et d'emplois. Parmi les facteurs explicatifs de cette performance figurent notamment la politique d'exemption de visa adoptée par les autorités, ainsi que l'intensification des connexions aériennes internationales, qui ont facilité l'accès au territoire et renforcé sa compétitivité. De son côté, la Tanzanie affiche des résultats solides, bien que légèrement en retrait. Entre janvier et novembre 2025, le pays a franchi le seuil des 2,09 millions

de visiteurs internationaux, sans toutefois disposer encore d'un bilan annuel complet. L'année précédente, le total des flux touristiques, incluant le marché domestique, s'établissait à environ 5,3 millions de visiteurs. Ces chiffres témoignent d'une progression continue, soutenue par des investissements dans les infrastructures et une promotion accrue de destinations emblématiques comme le Serengeti ou Zanzibar. Les ambitions tanzaniennes sont clairement affichées : atteindre 8 millions de touristes à l'horizon 2030, soit un niveau comparable à celui déjà enregistré par le Kenya en 2025. Cette projection illustre l'intensification de la concurrence entre les deux locomotives touristiques d'Afrique de l'Est, chacune cherchant à accroître sa part dans un marché mondial en recomposition. Au-delà de cette rivalité régionale, les deux pays évoluent dans un environnement continental

particulièrement dynamique. L'Afrique dans son ensemble renforce son positionnement sur la scène touristique internationale, portée par des destinations majeures telles que l'Égypte, la Tunisie et l'Afrique du Sud, qui continuent d'attirer des volumes importants de visiteurs.

D'après les données publiées par ONU Tourisme dans son baromètre de janvier 2026, le continent a accueilli environ 81 millions de touristes internationaux en 2025, enregistrant une progression de 8 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse constitue la plus forte croissance observée à l'échelle mondiale, portée notamment par les performances remarquables de l'Afrique du Nord, dont la croissance dépasse les 11 %. Dans ce contexte de mutation rapide, la compétition entre le Kenya et la Tanzanie devrait encore s'intensifier. Si Nairobi bénéficie d'une avance liée à l'anticipation des réformes et à la structuration de son offre, Dar es Salaam conserve un potentiel important de développement, notamment en diversifiant ses produits touristiques et en modernisant ses infrastructures. À moyen terme, l'enjeu pour ces deux destinations ne résidera plus uniquement dans l'augmentation du nombre de visiteurs, mais dans la capacité à générer davantage de valeur. Cela passera par une montée en gamme des services, un renforcement des pratiques de tourisme durable et une meilleure intégration dans les réseaux de transport régionaux et internationaux.

Y.D

SYSTÈMES ALIMENTAIRES
LEUR
TRANSFORMATION
ÉTUDIÉE À DJELFA

Le thème de la "transformation des systèmes alimentaires" a été au centre d'une rencontre régionale organisée, jeudi à Djelfa, dans le cadre d'une série de rencontres de concertation initiées par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Cette première rencontre du genre, regroupant les acteurs et cadres du secteur des wilayas de Djelfa et Laghouat, vise à associer les parties prenantes locales et à intégrer les spécificités régionales, en vue d'une approche participative et globale pour redéfinir les priorités nationales dans la démarche de transformation des systèmes alimentaires, a indiqué le directeur des statistiques, de la numérisation et de la prospective au ministère, Mohamed Tifouri.

Il a souligné que Djelfa et les régions avoisinantes constituent un modèle illustrant l'importance des zones steppiques dans le système alimentaire national, en tant que pôle pastoral majeur et acteur clé dans l'approvisionnement du marché national en viandes rouges. Cette rencontre ambitionne également d'ouvrir un espace de dialogue entre les différents intervenants afin d'analyser la situation du système alimentaire steppique et d'en envisager les perspectives de développement, a-t-il ajouté.

Les participants à cette rencontre ont débattu de quatre (4) axes principaux, la durabilité des systèmes de production en zones steppiques, le développement de la souche à valeur animale et locale, l'alimentation et la consommation durables, ainsi que la gouvernance foncière et le renforcement de la résilience. Ces axes traduisent une approche intégrée tenant compte de l'interdépendance des composants du système alimentaire, selon les organisateurs.

Les encadreurs de ce colloque, ont souligné que le choix de la région steppique comme point de départ de ces rencontres consacre son rôle central dans l'équation alimentaire nationale, du fait que les steppes "ne se limitent pas à des espaces pastoraux, mais constituent un réservoir stratégique de la ressource animale et un pilier de l'équilibre écologique, social et économique du pays", ont-ils rappelé.

A son tour, le directeur des services agricoles de Djelfa, Mohamed Abdallah Bensalem, a indiqué que cette rencontre a permis de diagnostiquer l'état des systèmes alimentaires en zones steppiques, d'en identifier les forces et faiblesses et d'amorcer une vision locale adaptée aux spécificités pastorales et environnementales, tout en renforçant la résilience des agriculteurs et éleveurs face aux changements climatiques grâce à des solutions innovantes et durables.

R.Env

3^e ÂGE

VIEILLIR EN MOUVEMENT, VIVRE PLEINEMENT

Avec près de 9,8 millions de personnes âgées, soit 9,1 % de la population égyptienne, le défi de l'intégration du troisième âge devient crucial. A travers des initiatives comme son rallye annuel, la fondation Golden Years encourage les seniors à rester actifs, à rompre l'isolement et à améliorer leur qualité de vie. Reportage au cœur d'un événement où bouger rime avec mieux vivre.

Par Dina Bakr

« **W**alk the Walk, Al-Haraka Baraka » (bouger apporte du bien). Le slogan résonne comme une invitation à reprendre le mouvement, à défier le temps. Sous l'égide du ministère de la Solidarité sociale, la fondation Golden Years signe la troisième édition de son rallye, un rendez-vous désormais attendu par ceux et celles que l'on regroupe trop vite sous l'étiquette du troisième âge. Ici, on parle plutôt de vies encore en marche.

Au parc Merryland, à Héliopolis, le décor a changé. Habituellement refuge paisible au cœur d'un quartier cerné de béton, ce poumon vert se transforme, le temps d'une journée, en scène vibrante. Des rangées de tables et de chaises s'installent au milieu des allées, comme autant de points de rencontre. Sur chacune d'elles, un nom : celui d'une maison de retraite, d'un lieu de vie, d'une histoire collective venue du Caire ou d'autres gouvernorats.

Ils sont près de 4 000 à avoir répondu à l'appel. Certains arrivent en groupes organisés, d'autres seuls, guidés par une annonce aperçue sur Facebook ou par leur appartenance à la communauté Golden Years. Mais très vite, les trajectoires individuelles s'effacent derrière un même élan.

Le soleil, haut et ardent, ne pèse pas, il insuffle. Il réchauffe les corps et libère les gestes. Les visages s'ouvrent, les conversations naissent sans effort, comme si elles avaient toujours été là. Un rire fuse, une main se tend, un souvenir se partage. Les premières rencontres prennent des airs de retrouvailles.

Ici, le temps ne s'étire pas vers le passé, il s'ancre dans l'instant. Le désir de partage n'est plus une option, mais une nécessité douce, presque évidente. Profiter, respirer, marcher, échanger : autant de façons de réaffirmer une chose simple et essentielle, le bonheur d'exister, ici et maintenant, loin des regrets d'un hier qui ne reviendra pas.

Sortir de sa zone de confort

Des tee-shirts vert foncé signalent les membres de Golden Years, chacun investi d'une mission précise pour orchestrer cet événement. Non loin, d'autres adultes, reconnaissables à leurs gilets fluorescents, s'activent : ce sont les bénévoles, silhouettes mobiles et attentives dans la foule. A droite de l'entrée du parc, associations et hôpitaux caritatifs ont installé leurs stands. Ici, la prévention se fait au grand air : mesure de la glycémie, bilan sanguin, prise de tension ... autant de gestes médicaux offerts gratuitement, intégrés à la fête comme un prolongement naturel du soin.

Bouger, marcher, courir ou simplement s'asseoir à l'ombre pour observer et respirer. Chacun compose sa propre cadence. L'essentiel est ailleurs : se retrouver, se mêler aux récits des autres, puiser dans cette énergie collective. « Notre objectif est d'encourager les personnes âgées à sortir de leur zone de confort, même si elles ne participent pas à la marche », confie Nagwa Othman, 70 ans, membre de Golden Years depuis sa création en 2021. Au détour d'une allée, un bazar prend vie : des adhérents y exposent leurs créations artisanales. Plus loin, une scène a été installée pour laisser place aux talents, chants, danses, prises de parole. Nagwa raconte, avec une émotion retenue, les mots de

ses enfants : elle a enfin trouvé une communauté qui lui appartient. « J'ai travaillé comme directrice financière, mais je n'avais pas de véritable vie sociale. Aujourd'hui, je redécouvre des vêtements restés neufs dans mon armoire, que je n'avais jamais eu l'occasion de porter », dit-elle, comme pour mesurer le chemin parcouru.

Ici, la motivation à vivre mieux devient une règle d'or. Dès les premières heures de la journée, avant même le départ du rallye, la scène s'anime : exercices d'échauffement, musique, encouragements. Il ne s'agit pas de performance, mais d'élan. Parmi les participants, Abla Salah El-Dine, née en 1945, ancienne joueuse de l'équipe nationale égyptienne de basketball. Elle sourit en regardant la foule : « Peu importe d'aller jusqu'au bout de la marche. L'essentiel, c'est d'essayer, de bouger, de respirer, de communiquer ». Son attachement au basketball, explique-t-elle, vient de ce qu'il offre : interaction, soutien, esprit d'équipe.

Un peu plus loin, Ibrahim El Kerdany, ancien présentateur de télévision anglophone, aujourd'hui actif sur les réseaux sociaux, observe la scène avec enthousiasme. « Je n'ai jamais vu une telle interaction. Cet événement incarne l'espoir : celui de continuer à vivre pleinement, en se rappelant que chaque jour peut être un nouveau départ », affirme-t-il.

Un esprit de partage

Dans ce parc transformé au rythme des pas et des voix, le vieillissement cesse d'être une fin annoncée. Il devient un espace à réinventer, ensemble. L'espoir de la continuité de la vie est évident chez ces personnes âgées qui se réchauffent en bougeant les bras seulement, car elles sont sur des chaises roulantes. Samira, 63 ans, atteinte aux ligaments du pied à la suite d'une thrombose, s'est réchauffée en levant les bras et en applaudissant au rythme de la musique. Ensuite, un bénévole lui a fait faire un tour du rallye en poussant sa chaise. Elle s'est contentée d'un seul tour. Les bénévoles tiennent les drapeaux de la fondation Golden Years, élèvent fortement la voix avec les chansons et encouragent les participants à continuer et à reprendre la marche sans déception. Lorsque quelqu'un dépasse une demi-heure de marche, il reçoit un chocolat, un bonbon, un café ou un caramel, ainsi qu'un petit bout de papier sur lequel est écrit « vive le champion » ou « bravo », avec le sourire.

« Je n'avais pas imaginé que je puisse marcher sans faire de pause pendant plus d'une demi-heure. J'ai passé les cinq derniers jours au lit, sans aucune activité. Le mouvement m'a enlevé les maux de tête et m'a ressourcée, m'empêchant de me laisser aller et de devenir une personne inerte », commente Nabila Al-Gueballi. Elle est venue accompagnée de sa fille, qui a été son soutien pendant le rallye.

Le circuit de la marche ne dépasse pas 200 mètres. « J'ai 87 ans, je suis plus jeune que beaucoup d'autres qui sont venus aujourd'hui et qui n'ont pas bougé de leur place. Je porte une canne car je risque un déséquilibre à cause d'une inflammation des ganglions lymphatiques », déclare Tehany Chahbandar, membre du conseil d'administration d'une ONG. Elle parle avec orgueil, profite du beau temps et est fière de son attitude positive.

Selon Mohamad Refaat, ingénieur poly-

technicien et joueur de tennis, l'objectif du rallye est le soutien psychologique entre des personnes du même âge ayant les mêmes besoins. Beaucoup de participants ont choisi de créer une vie loin de leurs enfants, ces derniers étant devenus parents et assumant de fortes responsabilités dans un monde plein de défis.

Les marcheurs ont progressivement quitté le parcours du rallye pour rejoindre les tables. Des repas de déjeuner ont été distribués. Les anciennes chansons de Mohamad Fawzi, Mohamad Rouchdi, Dalida et Hany Chaker sont jouées par l'orchestre, et des membres de Golden Years prennent la place des chanteurs. Les interactions avec les chansons sont variées. Les émotions se dégagent à travers le langage du corps. Des regards pensifs, des souvenirs qui persistent, se cachent derrière des lunettes de soleil. D'un autre côté, certains visages sont plus enjoués : ils se lancent dans la danse et chantent depuis leur place. D'autres bavardent au sujet des habitudes de santé et de la nécessité de réduire la consommation de douceurs et de graisses.

Tout un mode de vie

Après cette pause-déjeuner, tous les participants du rallye ont assisté à une séance de sensibilisation animée par des médecins spécialisés dans la santé des personnes âgées.

« Il ne suffit pas d'adopter un mode de vie sain pour réduire les effets du troisième âge. Il faut également avoir des activités à accomplir avec bonheur, comme le bénévolat, l'écriture ou la peinture, afin de se libérer des sentiments négatifs et être entouré d'amis positifs et bienveillants, partageant les mêmes habitudes de bonne santé, ce qui améliore la santé corporelle et mentale », conseille Mohamed Chawqi Khater, professeur de médecine à l'Université de Ain-Chams, spécialisé dans la gériatrie. Il assure que le stress entraîne la sécrétion de substances nocives dans le corps, qui affaiblissent l'immunité. Selon lui, les médicaments ne protègent pas de la maladie ; l'essentiel est de porter une paire de chaussures de sport et de faire une marche quotidienne, même si elle ne dure qu'un quart d'heure.

De son côté, Menna Chawkat, professeure assistante en médecine gériatrique, insiste sur l'importance de renouveler les sources d'apprentissage, comme le sudoku et les jeux qui stimulent la mémoire, afin de protéger le cerveau et développer de nouvelles compétences. Le Dr Khater propose également des conseils rapides pour une alimentation saine, en mettant en avant les légumineuses comme le foin et les pois chiches.

En l'absence d'un taux élevé de cholestérol, il est possible de consommer jusqu'à cinq œufs par semaine. Il rappelle aussi l'importance de manger au moins cinq fruits et légumes par jour. Enfin, une information suscite un certain soulagement dans l'auditoire : l'Organisation mondiale de la santé autorise un jour par semaine pour manger ce que l'on souhaite, mais avec modération.

Au-delà des conseils, la séance s'achève dans une atmosphère apaisée. Les échanges se poursuivent autour des tables, mêlant recommandations, souvenirs et moments de partage. Le rallye reprend son rythme, porté par une même énergie collective et le désir de rester en mouvement, ensemble.

D.B

In Al Ahram hebdo

INAUGURATION D'UN CENTRE TECHNIQUE RÉGIONAL À TLEMCCEN, PAR WALID SADI ET GIANNI INFANTINO

POUR UN FOOTBALL MODERNE, VECTEUR DES GRANDES VALEURS HUMAINES

M. Walid Sadi, ministre des sports en compagnie du président de la fédération internationale de football Gianni Infantino et des autorités locales, a procédé jeudi soir à l'inauguration du centre technique régional sis sur le plateau de Lalla Setti dans la wilaya de Tlemcen.

Par Malika Azeb

« Cette structure incarne une vision concrète de l'orientation vers le développement du football et traduit une volonté claire de bâtir un environnement footballistique moderne. Elle reflète également la solidité du partenariat entre la Fédération algérienne de football et la FIFA, ainsi que ses retombées directes en matière de développement des infrastructures et d'élargissement de l'accès à la pratique du football », a déclaré le ministre dans son allocution lors de l'inauguration.

Il a ajouté : « Nous avons fait de l'activation des partenariats un levier stratégique et considéré le programme de la FIFA comme un outil de structuration et de développement. Sur cette base, nous avons investi dans des projets qualitatifs qui ne se limitent pas au renforcement des infrastructures, mais s'étendent également à la modernisation des outils de gestion. »

Précisant que « grâce à ce programme, l'Algérie est devenue une référence à l'échelle continentale en matière d'utilisation de la technologie d'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), dans le cadre d'un processus de développement que nous poursuivons avec détermination et ambition ».

M. Sadi a également souligné que « la Fédération algérienne de football supervise un système d'envergure, gérant plus de 70 000 matchs par an à travers une infrastructure couvrant l'ensemble comme activité sportive, mais aussi



comme espace structuré et levier social ».

Par ailleurs, le ministre a indiqué que la Fédération algérienne de football « adopte des modes de gestion modernes fondés sur la gouvernance, la transparence et l'efficacité opérationnelle, en parfaite adéquation avec les standards de la FIFA, tout en bénéficiant du soutien continu du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers la réalisation d'infrastructures répondant aux normes internationales, parallèlement à l'importance accordée à la formation, à la prise en charge des jeunes talents et au développement du sport scolaire en tant que vivier de talents et base d'un développement durable du football. »

L'Algérie figure parmi les pre-

miers pays africains à avoir concrétisé le projet. Dans ce contexte, le ministre des Sports et président de la FAF estime que « la durabilité de ce système commence à la base et que la coopération avec la FIFA s'inscrit de manière concrète et tangible. Nous sommes fiers : l'Algérie figure parmi les premiers pays africains à avoir concrétisé le projet "FIFA Arena", avec la réalisation de six terrains au sein d'établissements éducatifs dans une démarche visant à rapprocher le football de l'environnement scolaire ». Le président de la FIFA a, de son côté, exprimé sa satisfaction de se retrouver en Algérie et d'avoir été reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tout en saluant les échanges qu'ils ont eus et qui ont porté sur la jeunesse,

l'investissement, les infrastructures sportives et les académies.

Concernant la réalisation du centre technique régional de Tlemcen, M. Gianni Infantino a qualifié cette structure de véritable joyau, ajoutant que « l'Algérie constitue un exemple à l'échelle mondiale, ayant démontré les efforts considérables consentis par les hautes autorités du pays en faveur de la jeunesse ».

Le président de la FIFA a ajouté que ce type d'infrastructures techniques permettra l'émergence de jeunes talents à l'échelle internationale, ce qui encouragera son instance à investir davantage dans les écoles, les centres techniques et la construction de terrains de football à travers tout le pays.

À savoir que le ministre a également procédé à l'inauguration d'un terrain de football au niveau du collège Inal Sid Ahmed, situé dans le quartier de Bouhanak, commune de Mansourah.

Pour rappel, le centre technique régional de Tlemcen, réalisé en partenariat avec la FIFA dans le cadre de son programme « Forward Programme », s'étend sur une superficie de 38 125 mètres carrés. Il comprend 145 chambres réparties sur deux ailes, des terrains en gazon synthétique, hybride et naturel, une salle couverte de football (futsal), une salle de soins, une salle de musculation, une piscine, une salle de conférences, un bloc administratif, ainsi que d'autres infrastructures conçues pour la restauration et l'hébergement.

MA

KARATÉ DO / PREMIER LEAGUE DE LEESHAN CYLIA OUIKENE EN FINALE DU KUMITÉ -50 KG

La karatéka algérienne Cylia Ouikene s'est qualifiée pour la finale du tournoi international "One Premier League de Leeshan" (Chine), dans la catégorie du kumité (-50 kg), où elle affrontera la Vénézuélienne Yorgelis Salazar, au terme d'un parcours solide et maîtrisé. Engagée dans la phase de poules, la numéro une mondiale a parfaitement entamé la compétition en dominant la Russe Valeriya Sergeeva (3-0), avant de surclasser la Taïwanaise Hsiao Yun-Chen sur un score sans appel de 10-0, validant ainsi son billet pour les quarts de finale. En quart de finale, Ouikene a fait preuve de maîtrise pour venir à bout de l'Allemande Shara Hubrich (2-1), dans un combat disputé. La championne algérienne a ensuite confirmé sa montée en puissance en demi-finale, en s'imposant nettement face à la Croate Ema Sgardelli (5-1), double championne d'Europe en titre, signant ainsi une performance de haut ni-

veau. En finale, Ouikene croquera le fer avec la Vénézuélienne Yorgelis Salazar, une adversaire redoutable et habituée des grands rendez-vous internationaux, ce qui promet une confrontation relevée pour la médaille d'or.

Déjà médaillée d'argent lors du tournoi "One Premier League de Rome", la karatéka algérienne confirme à Leeshan sa régularité au plus haut niveau mondial et ses ambitions de s'imposer durablement au sommet de sa catégorie. Pour rappel, cette étape chinoise constitue le troisième rendez-vous majeur de la saison 2026 du circuit Premier League, réunissant l'élite mondiale du karaté.

La finale du kumité (-50 kg) offrira ainsi à Cylia Ouikene une nouvelle opportunité de consolider son statut de référence mondiale et de hisser haut les couleurs nationales.

RS/APS

COURSE DE 10 KM DE LA VILLE DE JIJEL LES ATHLÈTES RAMDANE OUEURGHI (H) ET HANANE KHALDI (F) VAINQUEURS

Les athlètes Ramdane Ouerghi, de Tébéssa, chez les hommes, et Hanane Khaldi, d'Alger (dames), ont remporté, vendredi, la première place de la 2ème édition de la course sur route de 10 km de la ville de Jijel, une épreuve annuelle destinée à mettre à l'épreuve la volonté, la détermination et l'esprit sportif des athlètes.

Ramdane Ouerghi a franchi la ligne d'arrivée en tête, dans l'épreuve masculine, signant un chrono de 29' et 56", devant Zahr Eddine Boukhari, d'Alger, et Abdelbasset El Hamel, d'El Tarf, respectivement 2ème et 3ème. Dans la catégorie féminine, c'est l'algéroise Hanane Khaldi qui est arrivée en tête avec un temps de 38' et 58", suivie de Nassima Messaoudi

(Alger) et de Fatima-Zohra Eulmi (Constantine).

Le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Amine Meziane-Cherif, a déclaré à l'APS que cette 2ème édition des 10 km de la ville de Jijel, organisée par le Club Athlétique de Jijel (CAJ) sous l'égide de la DJS a réuni quelque 800 coureurs des deux sexes, de différentes tranches d'âge, ainsi qu'un invité d'honneur de Tunisie.

M. Meziane-Cherif a ajouté que cette compétition qui offre aux athlètes un itinéraire emblématique au cœur de l'antique Igilgili, offre l'opportunité de découvrir des talents à même d'alimenter l'élite nationale d'athlétisme.

RS/APS

ATHLÉTISME PLUS DE 200 PARTICIPANTS AU CHAMPIONNAT NATIONAL DE SEMI-MARATHON À ADRAR

Plus de 200 participants ont pris part au Championnat national de semi-marathon et à la 13ème édition du cross de "Chafia", organisés vendredi à Adrar, sous la supervision de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), a-t-on appris auprès des organisateurs.

Il s'agit d'athlètes des deux sexes, issus de clubs et d'associations sportives des quatre coins du pays, qui se sont affrontés sur un parcours de 21 km au départ à l'Ouest de la ville d'Adrar vers la zone touristique d'Aïn Chafia, dans la commune de Bouda, a précisé la même source.

Cette manifestation sportive, dont le coup d'envoi a été donné par le wali d'Adrar, Fodil Douifi, en présence du président de la FAA, Farid Boukaïs, ainsi que de figures sportives et de champions olympiques, vise à promouvoir les activités sportives à tous les niveaux et dans tous les milieux et à découvrir les jeunes talents, en plus de consolider les liens de fraternité entre les jeunes et de leur faire découvrir la beauté du pays, ont-ils souligné.

RS/APS

NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LA CULTURE DE NOUVEAUX COMMISSAIRES À LA TÊTE DES FESTIVALS

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a procédé, jeudi à Alger, à la désignation de plusieurs nouveaux commissaires à la tête de festivals culturels, dans le cadre de la politique culturelle mise en place par son département afin de dynamiser l'activité artistique à l'échelle nationale et de consolider le rayonnement de l'Algérie à l'international.

Par Youcef Hamidi

S'exprimant au Palais de la Culture « Moufdi-Zakaria » lors de l'installation de 14 nouveaux responsables, Mme Bendouda a indiqué que son ministère avait engagé une « révision » de nombreuses manifestations culturelles, en lançant de nouveaux rendez-vous et en réorganisant d'autres, dans l'objectif d'insuffler un nouvel élan à ce secteur.

Après avoir élaboré une nouvelle cartographie des festivals et des grandes manifestations culturelles, la ministre a précisé qu'un travail approfondi avait été entamé pour accompagner les évolutions actuelles de la scène culturelle, en s'appuyant sur une vision renouvelée visant à dynamiser les activités, à renforcer leur visibilité grâce à des contenus innovants et à recourir à des outils modernes en phase avec les exigences contemporaines.

Dans cette perspective, le ministère a initié une série de festivals « qualitatifs » en adéquation avec les mutations culturelles en cours, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles formes d'expression artistique, créative et intellectuelle, a-t-elle ajouté.

Dans ce contexte, Mme Bendouda a évoqué la relance de certaines manifestations ainsi que la création d'autres événements destinés à diversifier



les domaines artistiques et intellectuels, citant notamment le Festival international culturel « Panorama du cinéma » à Constantine, le « Festival international du livre pour enfants », le « Festival international de l'industrie du livre-jeunesse », le « Festival de l'art rupestre du Tassili » et le « Festival culturel afro-méditerranéen de la pensée ».

Elle a souligné que ces nouveaux festivals visent à instaurer un meilleur équilibre culturel, en assurant une représentation plus large des différentes sensibilités artistiques et esthétiques, tout en offrant des opportunités aux jeunes talents dans un environnement concurrentiel propice à l'innovation et à la créativité, et en consolidant la présence de la culture algérienne tant au niveau national qu'international.

À ce sujet, la ministre a annoncé l'organisation des Rencontres afro-méditerranéennes de la pensée les 28, 29 et 30 avril à Alger, précisant qu'elles se tiendront à la suite de la visite historique attendue du Pape Léon XIV en Algérie et mettront à l'honneur la pensée de saint Augustin, avec une participation internationale importante.

Elle a également insisté sur le rôle essentiel des directeurs de la culture et des arts, qu'elle considère comme une « expression de la responsabilité partagée » avec les commissaires des festivals, soulignant leur implication dans la mise en œuvre de l'approche participative adoptée par le ministère pour garantir la réussite des manifestations dans les différentes wilayas.

Pour sa part, le directeur central de la production artistique et de la diffusion culturelle au ministère de la Culture et des Arts, Ismaïl Inzaren, a présenté le bilan des festivals pour l'année 2025, faisant état de 207 événements recensés, dont 36 internationaux, 37 nationaux, 18 locaux, 58 consacrés aux arts populaires et un nombre équivalent inscrits dans le cadre de la manifestation « Lecture en fête ». Concernant l'année 2026, M. Inzaren a indiqué qu'elle sera marquée par le retour de plusieurs festivals, parmi lesquels le « Festival culturel international de Timgad » à Batna, le « Festival international de musique Gnawa » à Béchar ainsi que le Festival international de jazz « Dima Jazz » à Constantine.

Y.H

JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES INTERNATIONALES DE SÉTIF DES ATELIERS DE FORMATION AU PROFIT DES JEUNES

Près de 400 jeunes, artistes débutants et amateurs du 7e art, ont entamé jeudi à Sétif des ateliers de formation aux métiers du cinéma.

Ces ateliers s'inscrivent dans le cadre de la 6e édition des Journées cinématographiques internationales, inaugurée mercredi soir et se concentrent sur la formation des participants dans les domaines de l'interprétation (jeu d'acteur), de la réalisation, de l'écriture de scénario et du maquillage, dans l'objectif de peaufiner leurs compétences artistiques, de renforcer leurs capacités créatives et de favoriser l'échange d'expériences.

Khaled Mehennaoui, directeur de l'Office de la culture et du tourisme de la commune de Sétif, initiateur de cet événement culturel, a déclaré que ces ateliers représentent une réelle opportunité pour découvrir de jeunes talents et les accompagner grâce à un encadrement spécialisé dans divers domaines cinématographiques.

Cela contribue, selon lui, à former une nouvelle génération de créateurs dans le monde du cinéma.

De son côté, la responsable de l'atelier de maquillage cinématogra-

phique, Mme Karima Rabhi, a déclaré à l'APS que de nombreux participants sont arrivés sans une vision précise de cette discipline, mais ils sont motivés pour se spécialiser dans les métiers du cinéma.

Elle a ajouté que l'atelier s'est focalisé sur la correction de certaines lacunes liées principalement à l'expérience de terrain, tout en apportant des connaissances théoriques sur les bases du maquillage de cinéma.

Le programme inclut également la préparation en amont dans le volet esthétique, commençant par la lecture du scénario et la compréhension des personnages, jusqu'à l'étude de leurs dimensions psychologiques pour élaborer une conception complète du maquillage spécifique à chaque rôle.

Cet événement culturel, placé sous le slogan "Un film pour demain", se poursuivra jusqu'au 12 avril.

En parallèle des ateliers, 23 courts métrages issus d'Algérie et de l'étranger sont en compétition pour le prix de "l'Epi d'or", tandis que cinq (5) longs métrages algériens sont projetés hors compétition.

R.C

MUSIQUE MIEUX CONNAÎTRE LE LUTH

La première édition de la manifestation sur les techniques de jeu de l'oud (luth) a été lancée jeudi soir au Centre culturel Mohamed-Boulifa de la commune de Djamaâ (Sud d'El-Meghaïer), à l'initiative de l'association culturelle et artistique locale "Elwane", en coordination avec la direction de la Culture et des Arts de la wilaya, a-t-on appris des organisateurs.

La cérémonie d'ouverture de ce rendez-vous culturel intitulé "Layali El-Wouroud" (Soirées des Roses), qui se déroule sur trois (3) jours avec la participation de musiciens amateurs représentant six wilayas du Sud/Est du pays (El-Meghaïer, El-Oued, Ouled Djellal, Biskra, Tougourt et Ouargla), a été marquée par des prestations à cet instrument de musique et divers numéros de chant ayant divertis le public. Un jury spécialisé évaluera leurs performances selon la qualité du jeu et les techniques employées, tandis que les trois premiers lauréats recevront des prix financiers, a affirmé le président de l'association, Ali Guessoum.

Le programme de l'événement comprend également une rencontre articulée autour de la musique, ainsi qu'une excursion au profit des délégations participantes pour leur permettre de faire découvrir les sites touristiques et archéologiques que recèle la wilaya, dans le cadre de la promotion de la destination, a-t-il ajouté.

Cette manifestation vise à promouvoir la pratique musicale, en particulier l'art du jeu de l'oud, en encourageant ainsi les jeunes talents, a-t-on indiqué de même source.

R.C



SOUS NOS YEUX

L'EMPIRE QUI CRIE, PURGE... ET TOURNE À VIDE (2/2)

Tandis que Washington amplifie sa rhétorique, Téhéran applique une pression structurelle.

Par Laala Bechetoula

Le détroit d'Ormuz — par lequel transite environ 20 pour cent du pétrole mondial acheminé par voie maritime — est effectivement fermé depuis que l'Iran l'a déclaré clos le 4 mars, à la suite des frappes américano-israéliennes du 28 février qui ont tué le Guide suprême Ali Khamenei. Au cours des cinq semaines écoulées, les forces iraniennes ont attaqué des navires marchands, frappé des bases américaines dans le Golfe, touché des infrastructures stratégiques au Koweït, à Bahreïn et aux Emirats arabes unis, et propulsé le prix du pétrole au-delà de 109 dollars le baril.

L'Iran signale désormais un second front — non pas militaire, mais géographique.

Le dimanche 5 avril, Ali Akbar Velayati — conseiller principal du nouveau Guide suprême Mojtaba Khamenei et membre du Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime — a publié sur X :

« Aujourd'hui, le commandement unifié du front de la Résistance considère Bab al-Mandeb comme il considère Ormuz. Si la Maison-Blanche ose répéter ses erreurs stupides, elle réalisera vite que le flux de l'énergie et du commerce mondiaux peut être interrompu par un seul signal. »

Le détroit de Bab al-Mandeb — passage étroit entre le Yémen et l'Afrique, porte d'entrée de la mer Rouge et du canal de Suez — voit transiter environ 12 pour cent du commerce mondial et 4,1 millions de barils de produits pétroliers par jour. L'Iran ne le borde pas. Mais son allié le plus proche, le mouvement houthi du Yémen, oui. Les Houthis ont attaqué plus de 100 navires marchands en mer Rouge entre novembre 2023 et janvier 2025 lors de la guerre de Gaza, et ont annoncé leur entrée dans le conflit actuel le mois dernier.

Il s'agit d'une inversion asymétrique classique. Les États-Unis disposent de la domination cinétique — flottes, bases, supériorité technologique. L'amiral Brad Cooper, du Commandement central américain, s'est vanté d'avoir frappé plus de 8 000 cibles militaires et détruit 130 navires iraniens, qualifiant l'opération de « plus grande élimination d'une marine depuis la Seconde Guerre mondiale ».

L'Iran dispose de la disruption systémique — la capacité d'interrompre le flux artériel de l'économie mondiale sans tirer un seul coup de feu supplémentaire.

Les marchés de l'énergie confirment ce basculement. Les analystes de JPMorgan ont averti que le prix du pétrole pourrait atteindre 150 dollars le baril si Ormuz reste fermé, et davantage si Bab al-Mandeb est perturbé. L'Agence internationale de l'énergie a qualifié la situation de « plus grande perturbation de l'approvisionnement de l'histoire du marché pétrolier mondial ». Le prix de l'essence aux États-Unis a dépassé 6 dollars le gallon dans certaines régions de Californie. Le coût du kérosène a doublé. Des aéroports européens rationnent le carburant. L'Italie a imposé des restrictions dans quatre aéroports. Le président sud-coréen a exhorté ses concitoyens à « économiser chaque goutte de carburant ». La Nouvelle-



Zélande distribue des aides en espèces à 150 000 familles. Air New Zealand réduit ses vols. Le PDG de Ryanair a prédit 5 à 10 pour cent d'annulations estivales en Europe.

Le vice-responsable des communications de la présidence iranienne, Seyyed Mehdi Tabatabaei, a déclaré que le détroit d'Ormuz ne serait rouvert qu'après le versement de réparations — par le biais d'un « nouveau régime juridique » imposant des droits de transit à tous les navires. Non pas une réouverture. Une renégociation des termes du commerce mondial.

Paul Sankey, de Sankey Research, a déclaré à CNBC : « C'est le pire que j'aie jamais vu. Du jamais vu, possiblement depuis 1973. Jamais le détroit d'Ormuz n'avait été fermé. »

Il ne s'agit pas d'une escalade. Il s'agit d'une redistribution du levier stratégique.

Le contre-argument — et pourquoi il échoue

On pourrait soutenir — et certains au sein de l'administration le font — que les États-Unis procèdent à une escalade délibérée visant à forcer une capitulation rapide de l'Iran. Que les menaces, les limogeages et le spectacle sont les instruments d'une pression maximale destinée à briser la détermination de Téhéran avant que la lassitude militaire ne s'installe.

Cette hypothèse est affaiblie par trois faits observables. Premièrement, les échéances ne sont pas tenues. Chaque ultimatum depuis le 21 mars a été repoussé, reporté ou silencieusement abandonné. Une dissonance annoncée puis rétractée n'accumule pas la pression — elle dissipe la crédibilité.

Deuxièmement, les alliés ne s'alignent pas. L'administration Trump a demandé à ses partenaires d'envoyer des navires de guerre pour escorter les pétroliers dans le détroit — aucun n'a accepté. La Chine, la Russie et la France ont opposé leur veto à la résolution du Conseil de sécurité autorisant l'action militaire. Le chancelier allemand Friedrich Merz a publiquement exhorté Trump à retirer ses menaces contre les centrales. Aucune coalition fonctionnelle n'a émergé. La coercition de Washington isole le coerciteur, non la cible.

Troisièmement, les coûts augmentent sans gain stratégique. La guerre coûte entre 1 et 2 milliards de dollars par jour, selon la lettre des juristes. Les marchés pétroliers connaissent une perturbation historique. L'économie mondiale saigne. Des civils iraniens ont formé des chaînes humaines autour de cen-

trales électriques — images téléchargées sur Telegram par l'agence Fars [voir la vidéo ci-dessous] — suggérant une population qui a choisi d'absorber les frappes plutôt que de capituler. Et la capacité militaire iranienne, malgré les bombardements, demeure suffisante pour fermer simultanément deux goulets d'étranglement maritimes.

Cela ne décrit pas une escalade contrôlée. Cela décrit une escalade réactive — une puissance qui ne façonne pas les événements, mais qui est façonnée par eux.

Le général à la retraite Mattis lui-même l'a reconnu lors d'une conférence CNBC : « Je ne pense pas que nous puissions simplement nous en aller. Nous sommes dans une situation difficile. »

Par ailleurs, Planet Labs — société d'imagerie satellitaire — a annoncé qu'elle retarderait indéfiniment la publication d'images prises après le 9 mars 2026, en conformité avec les demandes du gouvernement américain. La guerre n'est pas seulement conduite. Elle est dissimulée.

La puissance sans conversion

Les États-Unis conservent une puissance de feu écrasante. Une capacité de frappe mondiale. Une supériorité technologique. 8 000 cibles frappées. 130 navires détruits. L'équipage d'un F-15E récupéré derrière les lignes ennemies par les forces spéciales.

Pourtant, ils échouent à un niveau plus fondamental : convertir la puissance en résultats. Comme le suggère la théorie réaliste classique, la puissance ne se définit pas par la seule capacité, mais par l'aptitude à traduire cette capacité en résultats politiques. À cette aune, la trajectoire est claire.

Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, a répondu au message de Trump sur X : « Vos manœuvres irresponsables entraînent les États-Unis dans un ENFER vivant pour chaque famille américaine », accusant le président de « suivre les ordres de Netanyahu ».

La guerre a tué des milliers de personnes, ébranlé les marchés mondiaux, fait flamber le prix du carburant sur cinq continents, et n'a produit aucune voie discernable vers une résolution — seulement des menaces plus fortes et des échéances plus courtes.

Telle est la manifestation cardinale du déclin stratégique. Non pas la perte de la force — mais la perte de son efficacité. Non pas la défaite — mais la séparation lente et visible entre l'action et ses conséquences.

La mutation

Ce qui émerge n'est pas la disparition de la puissance américaine. C'est sa mutation — et l'incapacité à reconnaître que cette mutation s'est déjà produite.

La puissance au XXI^e siècle ne se mesure plus uniquement à la capacité de frapper. Elle se mesure à la capacité de façonner des systèmes, d'interrompre des flux, et d'imposer des contraintes sans confrontation directe. À cette aune, l'Iran exerce actuellement un levier stratégique plus important sur l'économie mondiale que les États-Unis.

Téhéran n'y est pas parvenu par la puissance de feu. Il y est parvenu par la géographie, l'asymétrie, et l'application disciplinée de la pression aux points où le système mondial est le plus fragile. Deux détroits. Un signal. Et l'économie mondiale vacille.

Washington, en revanche, conserve la capacité de détruire — mais non celle de convertir la destruction en règlement. Il peut raser des ponts mais non rouvrir des voies maritimes. Il peut limoger des généraux mais non produire de la cohérence. Il peut émettre des ultimatums mais non les faire respecter.

C'est la transition que le monde observe en temps réel : d'une ère où la puissance signifiait la capacité d'imposer des résultats, à une ère où la puissance signifie la capacité de perturber des systèmes. Dans cette transition, le volume remplace l'autorité, l'escalade remplace le contrôle, et les menaces remplacent les résultats.

Ce n'est pas la fin de la puissance. C'est la fin de sa forme antérieure. Et ceux qui ne perçoivent pas ce basculement continueront de crier dans un vide qui ne leur renvoie plus d'écho.

L'écho « JUST WATCH. »

Le monde regarde, en effet. Pas les frappes. Pas la rhétorique. Il regarde un système où les menaces se multiplient à mesure que la crédibilité décline. Où les purges remplacent la cohésion. Où l'escalade se substitue à la stratégie. Où le président promet l'enfer le dimanche de Pâques et signe avec une formule empruntée à la foi du peuple qu'il bombarde.

Il regarde un système qui doit crier pour se faire entendre, purger pour se sentir en contrôle, menacer de crimes de guerre sur les réseaux sociaux pour projeter sa pertinence, et repousser échéance après échéance pour dissimuler le fait qu'aucune d'entre elles n'avait de poids.

C'est ainsi que la crédibilité s'en va dans le système contemporain. Non par la défaite, mais par la séparation lente entre l'action et ses conséquences. Non par une déclaration, mais par un écho — des menaces répétées parce qu'elles n'ont pas été crues la première fois, des échéances qui expirent en de nouvelles échéances, et une spirale d'escalade qui substitue le volume à l'autorité.

Et quelque part entre Ormuz et Bab al-Mandeb, cette séparation s'élargit. Quelqu'un ferme tranquillement la porte. Et l'empire qui ne peut cesser de crier sera le dernier à entendre qu'elle s'est refermée.

Le monde n'a pas besoin d'attendre un verdict. Le verdict, c'est le schéma lui-même : un empire qui parle plus fort précisément parce qu'il contrôle moins.

L.B

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'ÉMÉRITE SIDI ALI KOUIRET...

Décédé le 5 avril 2015 des suites d'une longue maladie à l'âge de 82 ans,

Le comédien Sid Ali Kouiret est une grande figure du cinéma et du théâtre algériens et a laissé derrière lui une filmographie dense, fruit d'une riche carrière de plus de 60 ans mise au service de la culture algérienne.

Pour rappel, il est décédé le dimanche 5 avril 2015 des suites d'une longue maladie à l'âge de 82 ans,

Né le 3 janvier 1933 à Alger, il avait marqué l'histoire du cinéma algérien dès l'indépendance en se produisant dans plusieurs grandes œuvres dont "L'opium et le bâton", "Chronique des années de braise" et "Décembre"...

Sid Ali Kouiret avait fait ses débuts au théâtre dans les années 1950 après avoir rencontré Mustapha Kateb qui dirigeait une troupe de comédiens. Entre 1951 et 1955, il a joué à Berlin avec la troupe El-Mesrah El-Djazairi puis dans des cafés parisiens, avant de prendre part au 2e Festival de la jeunesse



et des étudiants pour la paix à Bucarest (Roumanie). En compagnie de Mohamed Boudia, Hadj Omar et Missoum Nourredine Bouhired, il rejoint, en 1958, la troupe artistique pour sensibiliser l'opinion in-

ternationale au combat du peuple algérien contre le colonialisme.

Après l'indépendance, il obtient le premier rôle à l'écran dans l'adaptation pour la télé par Mustapha Badie de la pièce "Les Enfants

de la Casbah" de Abdelhalim Raïs (1963), mais son rôle dans "L'Opium et le Bâton" (1970) de Ahmed Rachedi, où il campe un jeune maquisard qui le consacrera au cinéma. Il a été également distribué dans "Décembre" (1971) de Mohamed Lakhdar Hamina, suivi de beaucoup d'autres films algériens et étrangers dont le "Retour de l'enfant prodigue" en 1976 de Youssef Chahine et également Destins sanglants (1980) de Kheiri Bichara.

Le défunt artiste a également joué dans deux adaptations de romans de l'écrivain Yasmina Khadra : "Morituri" réalisé par Okacha Touita en 2007, et "Lob and co", une série réalisée par Bachir Der-raï en 2012.

Sa dernière contribution au cinéma sera sa participation, en tant que producteur, au film "Mista", un long métrage réalisé par Kamel Laïche. Paix à son âme.

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans Le Journal des artistes, le 5 avril 2026

L'EFFET PLACEBO



Pharmacien, Émile Coué tenait une officine à Troyes. Quand il vendait ses médicaments, il disait à ses clients : "Vous allez voir, vous irez beaucoup mieux" ou encore "vous verrez ce n'est qu'un début", vous irez de mieux en mieux. Il s'est aperçu que ses bonnes paroles en décuplaient l'efficacité.

Il découvrit ce que nous appelons aujourd'hui l'effet placebo, c'est-à-dire l'effet d'un médicament sans principe actif.

Sa méthode s'appuie sur les conclusions de vingt ans de pratique.

Selon lui, toute maladie peut céder à l'auto-suggestion.

C'est un instrument que nous portons en nous à la naissance et avec lequel nous jouons inconsciemment toute notre vie comme un bébé avec un hochet.

Il a appris aux gens à pratiquer l'autosuggestion consciente.

Il conseillait ainsi, chaque matin au réveil et chaque soir aussitôt au lit de fermer les yeux et, sans chercher à fixer son attention sur ce que l'on dit, de prononcer à voix suffisamment haute et en comptant sur une cordelette munie de vingt nœuds sa phrase connue du monde

entier :

"Tous les jours, à tout point de vue, je vais de mieux en mieux." C'est bien sûr, la répétition qui porte ses fruits !

Il préconise une cordelette, les doigts font l'affaire, à voix haute, vous n'attendez pas que votre conjoint soit endormi, bref, il faut s'organiser...

Certains ont affirmé et prouvé que l'on devient ce que l'on contemple (Platon), que la "foi sauve" (Jésus-Christ). Williams James écrivait :

"Nous vivons tous à la surface de notre être." Coué a compris intuitivement, très simplement la nécessité de plonger en eau profonde et d'alimenter le subconscient en eau claire :

ce sont des suggestions joyeuses et toniques.

Vous me dites quoi dans un mois ! On va tous péter la santé...

Une autre phrase à répéter :

"Je vais prendre soin de moi de mieux en mieux et de plus en plus."

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 6 avril 2026

LES TRUFFES DU DÉSERT OU TERFÈS

De couleur presque blanche ou rose, parfois beige tirant vers le mauve, de forme arrondie presque sphérique, ressemblant un peu à de grosses pommes de terre de différents calibres. Odeur et saveur douce fongique, ils poussent après les premières et rares pluies d'automne et d'hiver dans les régions sablonneuses au sud des pays de la méditerranée.

Très connu et recherché par la population du désert, qui l'apprécie pour son goût délicieux et sa valeur nutritive et culinaire, le terfès est le nom véritable de la truffe du désert, entre dans la composition de plusieurs plats locaux.

Avec le nom de « truffes du désert » sont appelés plusieurs espèces de champignons qui mûrissent sous-sol, appartenant aux genres *Delastria*, *Picoa*, *Terfezia*, *Tirmania*, *Mattirolo myces*, *Loculotuber* et *tubercules*

Le nivea *Tirmania* est le véritable truffe du désert et le plus populaire. On peut trouver sur les marchés de Janvier à Avril. Il pousse naturellement dans les déserts d'Afrique du Nord et s'étend du Maroc à l'Irak.

Bien, les truffes du désert sont principalement consommées par la tradition et par son goût agréable, contiennent des quantités importantes de protéines et très riches en antioxydants.

Dans la tradition gastronomique de ses contrées d'origine, le terfez se déguste comme un légume, au même titre que les navets ou les carottes.

La recette du Gharbaïa l'associe par exemple aux dattes dans une sauce sucrée-salée qui accompagne le couscous. Dans la région de Tindouf, il est prisé comme un aliment de luxe. A ce jour, « il n'a fait l'objet d'aucune recherche scientifique spécifique ni de culture expérimentale.

les truffes des sables qu'on trouve en Afrique du nord sont des *Tirmania* ou des *Terfès* ; Nom scientifique : *Terfez leptoderma Tirmania pinoyi*. C'est comme pour les truffes il y a environ une trentaine d'espèces.

Les Terfès sont vendus sur les marchés de ces pays, elles sont riches en protéines. Il n'y a pas de Terfès toxiques, la saison est principalement de mars à avril.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 6 avril 2026





Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

DÉCÈS DE L'ANCIEN DG DE L'EPTV, ZOUBIR ZEMZOOM

LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMMUNICATION À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, vendredi, ses sincères condoléances suite au décès de l'ancien Directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV), le défunt Zoubir Zemzoum.

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses sincères condoléances et exprime sa profonde compassion à la famille du défunt Zoubir Zemzoum, ancien Directeur général de l'EPTV, ainsi qu'à l'ensemble des journalistes et travailleurs de l'établissement", lit-on dans le message de condoléances. Le défunt "était l'une des figures médiatiques éminentes qui ont eu à diriger la Télévision algérienne durant la période difficile qu'a traversée l'Algérie dans la lutte contre le

terrorisme afin que la nation algérienne demeure debout grâce à son peuple valeureux", a rappelé la Direction générale de la communication.

"Puisse Allah Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde, l'accueillir en Son vaste paradis et prêter aux siens patience et réconfort. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons", conclut la même source.

R



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

PREMIÈRE OPÉRATION DE LIVRAISON DES BUS DE TRANSPORT DE VOYAGEURS IMPORTÉS

Une première opération de livraison de 908 bus de transport de voyageurs a été réalisée, jeudi à Rouiba (Alger) par l'Entreprise de modernisation et de fabrication des véhicules de la 2e Région militaire, relevant de la Direction des fabrications militaires du Ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la livraison des bus acquis conformément au programme d'importation de 6800 bus de transport des voyageurs, et en concrétisation des engagements de l'Etat relatifs à la modernisation du sec-

teur du transport, il a été procédé ce jour, jeudi 09 avril 2026, à Rouiba, à la livraison de 908 bus par l'Etablissement de développement de l'Industrie de véhicules de la 2e Région militaire, sous tutelle de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense Nationale", selon le communiqué.

La livraison a été destinée au groupe TRANSTIV ayant bénéficié de 538 bus, à l'ETUSA d'Alger, avec 320 bus et l'ETUSA d'Oran, avec 50 bus".

L'opération permettra de répondre aux besoins des entreprises nationales publiques et privées, et de ré-

nover le parc national des transports publics, à même de garantir les conditions de confort et de sécurité aux citoyens, précise le communiqué.

A rappeler que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, qui prévoit l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

RA

LE MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS EN A FAIT L'ANNONCE

L'ALGÉRIE OUVRE OFFICIELLEMENT LE MARCHÉ À LA CONCURRENCE DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SPATIALES

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture du marché à la concurrence dans le domaine des télécommunications spatiales, suite au lancement par l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) d'un appel d'offres pour l'octroi de deux licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications électroniques par satellite.

"Dans le cadre des efforts visant à généraliser l'accès aux services de télécommunications et à réduire la fracture numérique à travers les différentes régions du pays, le ministère de la Poste et des Télécommunications annonce le lancement de la concurrence dans le domaine des télécommunications spatiales", indique le communiqué, précisant que "l'ARPCE a lancé un appel d'offres pour l'octroi de deux licences d'établissement et d'exploitation de réseaux de communications électroniques ouverts au public par satellite sur orbite non géostationnaire".

Cette mesure vise à "permettre aux opérateurs de déployer des solutions de connectivité spatiale à haut débit, offrant ainsi des services Internet à haute vitesse, particulièrement dans les zones re-

culées et enclavées difficiles à raccorder aux infrastructures terrestres classiques, ce qui est à même de réduire la fracture numérique et de garantir une couverture plus inclusive sur l'ensemble du territoire national".

Elle tend également à "diversifier l'offre de services de télécommunications électroniques, stimuler la concurrence sur le marché, consacrer l'accès équitable à Internet et soutenir le développement de solutions liées à l'Internet des objets (IoT) dédiées aux projets structurants, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie minière et des transports", ajoute le communiqué.

Après avoir souligné l'engagement du ministère à "soutenir la transformation numérique et à élargir la portée de la couverture, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé que cette démarche marque "une étape importante dans le renforcement de l'infrastructure numérique de l'Algérie", car elle vise à "acheminer les services Internet à haut débit vers tout le territoire national, notamment les zones difficiles d'accès".

RA

SOLIDARITÉ NATIONALE

SIGNATURE DE LA NOUVELLE CONVENTION COLLECTIVE DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La nouvelle convention collective de l'Agence de développement social (ADS) a été signée jeudi à Alger, sous la supervision de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, marquant ainsi le lancement officiel de la mise en œuvre de ses dispositions.

Lors de la cérémonie de signature, qui s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, et du Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, la ministre a précisé que la révision de la convention collective de l'ADS vise à "renforcer le cadre socio-professionnel de ses employés", ajoutant qu'elle constitue un "acquis consolidant les droits socio-professionnels des personnels de l'Agence et contribuant à l'amélioration des conditions de travail".

Elle a, à cet égard, souligné que l'Etat, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "accorde une attention particulière aux aspects socio-professionnels des travailleurs et à la consolidation du caractère social de l'Etat".

Mme Mouloudji a fait savoir que la nouvelle convention collective de l'ADS, placée sous la tutelle du ministère, prévoit une série de mesures visant à "développer la carrière professionnelle des personnels et à améliorer leurs conditions sociales", indiquant que "les augmentations salariales prévues au titre de cette convention seront versées dès ce mois

d'avril, avec effet rétroactif à compter de janvier 2026".

Mme Mouloudji a également mis en avant "l'engagement du ministère à placer les préoccupations de l'ensemble des employés du secteur au cœur des dossiers prioritaires et à en assurer le suivi sur le terrain en continu", afin d'améliorer les conditions de travail.

Pour sa part, M. Saihi a assuré que le renforcement du dialogue social et l'ancrage de la culture de négociation dans les conventions collectives demeurent un "choix stratégique", mettant en évidence "les efforts de l'Etat visant à protéger les travailleurs, à renforcer la justice sociale et à assurer des conditions de travail décentes".

Le secteur du travail "poursuit ses efforts d'accompagnement des partenaires sociaux, à travers le renforcement du cadre juridique et réglementaire des relations de travail et l'ancrage du dialogue social, en vue d'améliorer les conditions de travail et les performances, tout en assurant un équilibre entre les exigences du développement économique et les droits des travailleurs", a-t-il ajouté.

De son côté, M. Takdjout a salué la tenue de la convention collective de l'ADS, soulignant "l'importance du dialogue social et de la concertation pour assurer un environnement de travail adéquat et préserver les droits et les intérêts des travailleurs".

RA